



Commercy Void Vaucouleurs  
Communauté de Communes

Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
Reçu en préfecture le 18/03/2025  
Publié le   
ID : 055-200066157-20250313-13\_2025-BF

# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2025

**COMMUNAUTE DE COMMUNES COMMERCY VOID VAUCOULEURS**

# RAPPEL DE LA LÉGISLATION

Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
Reçu en préfecture le 18/03/2025  
Publié le  
ID : 055-200066157-20250313-13\_2025-BF

Obligation pour les EPCI comprenant au moins une commune de 3500 habitants et plus de présenter, dans les deux mois précédant le vote du budget primitif, un rapport sur les orientations budgétaires qui donne lieu à un débat (L2312-1 CGCT). Il fait l'objet d'un vote sur la base du rapport présenté.

Préalablement au vote du budget primitif, le débat d'orientation budgétaire (DOB) permet de discuter des orientations budgétaires de la collectivité et d'informer sur sa situation.

## **Objectifs du DOB**

- Discuter des orientations budgétaires de la collectivité ;
- Informer sur la situation financière.

Le rapport comporte :

- les orientations budgétaires envisagées (évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes, en précisant les hypothèses d'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions.)
- les engagements pluriannuels envisagés ;
- la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget ;
- l'évolution rétrospective des dépenses réelles de fonctionnement ;
- l'évolution rétrospective du besoin de financement annuel ;
- la structure des effectifs ;

# INTRODUCTION

Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
Reçu en préfecture le 18/03/2025  
Publié le  
ID : 055-200066157-20250313-13\_2025-BF

Dans un contexte économique national très contraint (Loi de Finances 2025 et Loi de Finances de la Sécurité Sociale 2025), le ROB s'inscrit dans une démarche de gestion financière rigoureuse et d'optimisation des ressources, tout en maintenant une ambition forte pour la réalisation des projets validés par les élus.

Ce ROB présente les hypothèses retenues pour la construction du prochain budget.

Il détaille les engagements pluriannuels de la collectivité pour 2025 et 2026, et leurs moyens de financement.

Ce ROB apporte également des informations sur les orientations RH, et sur le niveau de nos principaux ratios financiers.

# PROSPECTIVE FINANCIÈRE ET OBJECTIFS DE CADRAGE

Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
Reçu en préfecture le 18/03/2025  
Publié le  
ID : 055-200066157-20250313-13\_2025-BF

Comme chaque année, l'exercice du DOB 2025 permet de réaffirmer les orientations de la CC CVV, dans le prolongement de la feuille de route qui guide son action depuis la fusion avec la mise en œuvre de ses compétences statutaires. La crédibilité de la stratégie budgétaire et financière de la CC CVV se construit dans la durée, à travers la poursuite d'objectifs de bonne et saine gestion.

Si la trajectoire ambitieuse est préservée, le contexte de préparation du budget n'en est pas moins complexe.

En dépit du contexte compliqué, la collectivité ne perd pas de vue les objectifs ambitieux qu'elle s'est fixée et structurer un territoire attractif pour tous.

Les objectifs réaffirmés sont les suivants :

1. Confirmer notre **volonté de stabilisation en valeur des dépenses réelles de fonctionnement** (sans dégrader les services publics offerts aux usagers), première condition pour assurer l'équilibre futur des budgets et affecter prioritairement le maximum de nos moyens à l'investissement ;
2. **Continuer à ajuster le volume d'investissements en définissant les opérations prioritaires** à financer ou à subventionner et les montants à y consacrer ;
3. **Assurer une gestion stratégique et maîtrisée de l'endettement** pour ne pas détériorer notre autofinancement et donc notre capacité d'investir.

# CONTEXTE GENERAL : SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
Reçu en préfecture le 18/03/2025  
Publié le  
ID : 055-200066157-20250313-13\_2025-BF

## Des perspectives économiques mondiales modestes en 2025, dans un contexte d'incertitudes persistantes

La croissance mondiale se stabilise alors que l'inflation converge vers les niveaux cibles et que l'assouplissement des politiques monétaires soutient l'activité économique. Ces facteurs devraient conduire à une expansion modérée de la croissance mondiale de 2,7 % en 2025-2026. Ces perspectives apparaissent toutefois insuffisantes pour compenser les dommages causés par plusieurs années de chocs négatifs. Une incertitude politique accrue et une évolution défavorable des politiques commerciales constituent les principaux risques baissiers. Parmi les autres risques figurent une intensification des tensions géopolitiques, une inflation plus élevée qu'anticipée et des phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents.

Une action déterminée des pouvoirs publics est indispensable pour préserver les échanges commerciaux, remédier aux vulnérabilités liées à la dette, lutter contre le changement climatique, assurer la stabilité des prix, accroître les recettes et rationaliser les dépenses, promouvoir le capital humain et favoriser l'inclusion sur le marché du travail.

# ZONE EURO : L'ACTIVITÉ A FAIT MIEUX QUE PRÉVU MAIS CELA VA-T-IL DURER ?

Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
Reçu en préfecture le 18/03/2025  
Publié le  
ID : 055-200066157-20250313-13\_2025-BF

L'inflation a rebondi en octobre en zone Euro, passant de 1,7 % en septembre à 2,0 %.

L'activité a quant à elle progressé de +0,4 % T/T au T3 en zone Euro, après +0,2 % au T2, une hausse supérieure aux attentes du consensus des économistes. La dynamique de la croissance est toutefois très hétérogène : L'Espagne continue de surperformer avec +0,8 % T/T de croissance et l'activité a accéléré en France à +0,4 % T/T, soutenue par un effet temporaire lié aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris. En 2026, la progression du PIB retrouverait son rythme potentiel de 1,2%, mais l'écart de production, faiblement négatif, ne serait pas encore comblé.

Ce rythme ne suffirait pas à enrayer un nouveau creusement de l'écart de croissance avec l'économie américaine, alimenté par une divergence croissante des politiques économiques.

L'élection de D. Trump fait peser un fort risque de mise en place de nouveaux droits de douanes sur les entreprises européennes. Après avoir relevé de 10 % les droits de douane sur les produits chinois, puis imposé une taxe de 25 % sur l'acier et l'aluminium, le Président américain a annoncé la mise en place de "droits de douane réciproques" sur l'ensemble des marchandises importées. Une hausse des tarifs douaniers de 10 % conduirait à une baisse du PIB d'environ -0,5 % après un an et de -1 % après trois ans. Dernièrement, le président américain a annoncé que l'Union européenne serait prochainement concernée par des droits de douane de 25 % sur les produits importés aux Etats-Unis. Si des droits de douane plus élevés peuvent réduire les échanges, la politique budgétaire expansionniste aux États-Unis peut a contrario renforcer la demande pour les produits européens. Le résultat final dépendra du dosage entre ampleur de l'assouplissement budgétaire et augmentation des droits de douane, mais aussi de la séquence de mise en œuvre de ces politiques.

# UN ENVIRONNEMENT NATIONAL LIMITANT LA COLLECTIVITÉ

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 18/03/2025

Publié le

ID : 055-200066157-20250313-13\_2025-BF

Avec un déficit public estimé à 6,1 % du PIB en 2024, l'Hexagone affiche le pire ratio parmi les Vingt-Sept, juste après la Roumanie (8 % en prévision pour 2024).

Par ailleurs, la France détient le troisième plus haut taux d'endettement de l'Union, après la Grèce et l'Italie. Au troisième trimestre de 2024, la dette publique française atteignait 113,7 % du PIB, soit un montant total de 3 303 milliards d'euros.

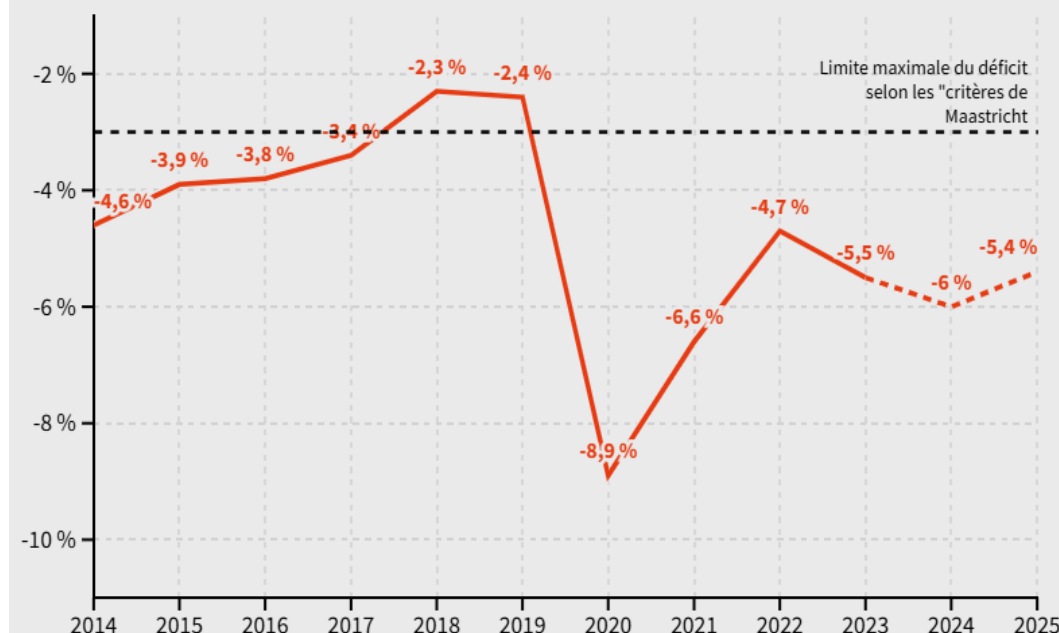
La loi de finances prévoit de redresser les comptes publics de 50 milliards d'euros et de ramener le déficit public à 5,4% du PIB en 2025. Dans cet objectif, une baisse des dépenses de l'État et des taxes exceptionnelles sur les plus fortunés et les plus grandes entreprises sont en particulier proposées.

Il s'est également fixé comme objectif de revenir dans les critères de Maastricht à l'horizon 2029 - en l'occurrence, cela signifierait revenir sous la barre des 3 % de déficit public.

## Depuis 2020, un déficit structurellement haut

Après la pandémie de Covid-19, la France n'a pas réussi à retrouver un semblant d'équilibre dans ses dépenses publiques. La Cour des comptes s'alarme de la persistance de cette trajectoire.

Evolution du déficit public (en %, rapporté au PIB français)



Source : Insee, Cour des comptes : "La situation des finances publiques début 2025"

\* Les données pour 2024 et 2025 ne sont encore que des estimations.

L'EXPRESS

## Budget 2025 : un effort d'au moins 1,3 milliards d'euros pour les intercommunalités

La loi de finances 2025 prévoit notamment :

- une hausse de la DGF de 149,9 millions d'euros;
- une sanctuarisation des crédits de la DETR;
- une augmentation de la dotation aménités rurales de 10 millions d'euros;
- une hausse de la péréquation de 290 millions d'euros dont 150 millions d'€ sur le Dotation de Solidarité Rurale et 140 millions d'€ sur la Dotation de Solidarité Urbaine ;
- la suppression de la modulation des conditions d'attribution du FCTVA (maintien en l'état du dispositif) ;
- une stabilisation en valeur de la fraction de TVA affectée aux collectivités territoriales en 2025 ;
- un relèvement à 5% du plafond du taux des DMTO fixé par les départements sauf pour les primo-accédants en-dessous de 250 000€ ;

La suppression totale de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), qui devait être achevée en 2027, est reportée à 2030.

Les communes ayant perdu le bénéfice du régime des ZRR pourront bénéficier des aides du dispositif FRR. Le classement en FRR+ pour les plus vulnérables sera étendu.

Enfin, les exonérations des bassins d'emploi à redynamiser sont prorogées.



## Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales

La loi de finances pour 2025 institue un fonds de réserve (DILICO) pour les collectivités à hauteur de 1 milliards d'euros.

Ainsi, à compter de 2025, un prélèvement est institué sur les douzièmes de fiscalité pour les collectivités, à hauteur de 1Milliard€.

**Toutes les collectivités sont potentiellement concernées par ce prélèvement : Il devrait concerner 2 099 collectivités.**

La contribution au titre de ce dispositif est répartie entre le bloc communal (131 intercommunalités et 1 908 communes pour 510 M€), 48 départements (pour 220 M€) et 12 régions (pour 270 M€).

Les collectivités sont classées par catégorie, en fonction de leur potentiel financier / fiscal (75%) et de leur revenu imposable par habitant (25%).

Au sein de chaque catégorie de collectivités, la contribution sera partagée entre celles dont les capacités contributives sont les plus importantes au regard de leur population, de leur potentiel financier par habitant et de leur revenu par habitant. Dans tous les cas, aucune collectivité ne contribuera au-delà de 2 % de ses recettes réelles de fonctionnement.

***Pour 2025 :*** Un prélèvement de 500M€ pour le bloc local (250M€ pour les communes et 250M€ pour les EPCI).

***Pour 2026 :*** un nouveau prélèvement et un reversement de 30%

# Contexte local

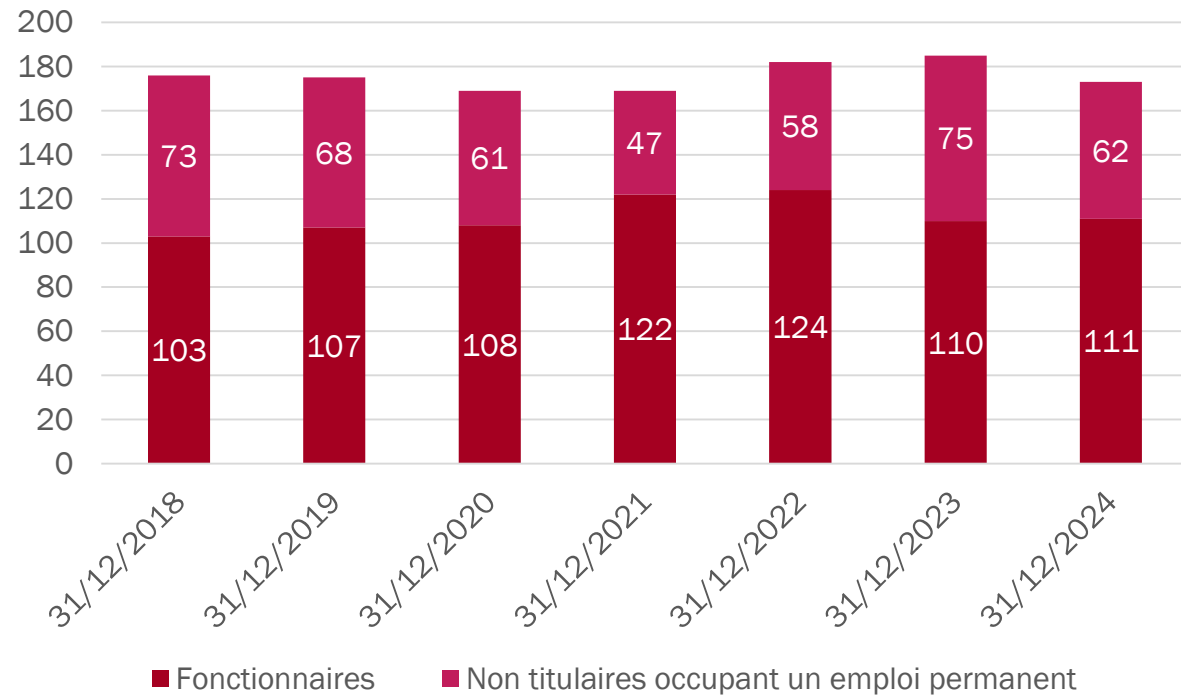
Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
Reçu en préfecture le 18/03/2025  
Publié le  
ID : 055-200066157-20250313-13\_2025-BF

Outre la continuité de gestion de l'ensemble des équipements et services antérieurement créés, l'année 2024 a été marquée par :

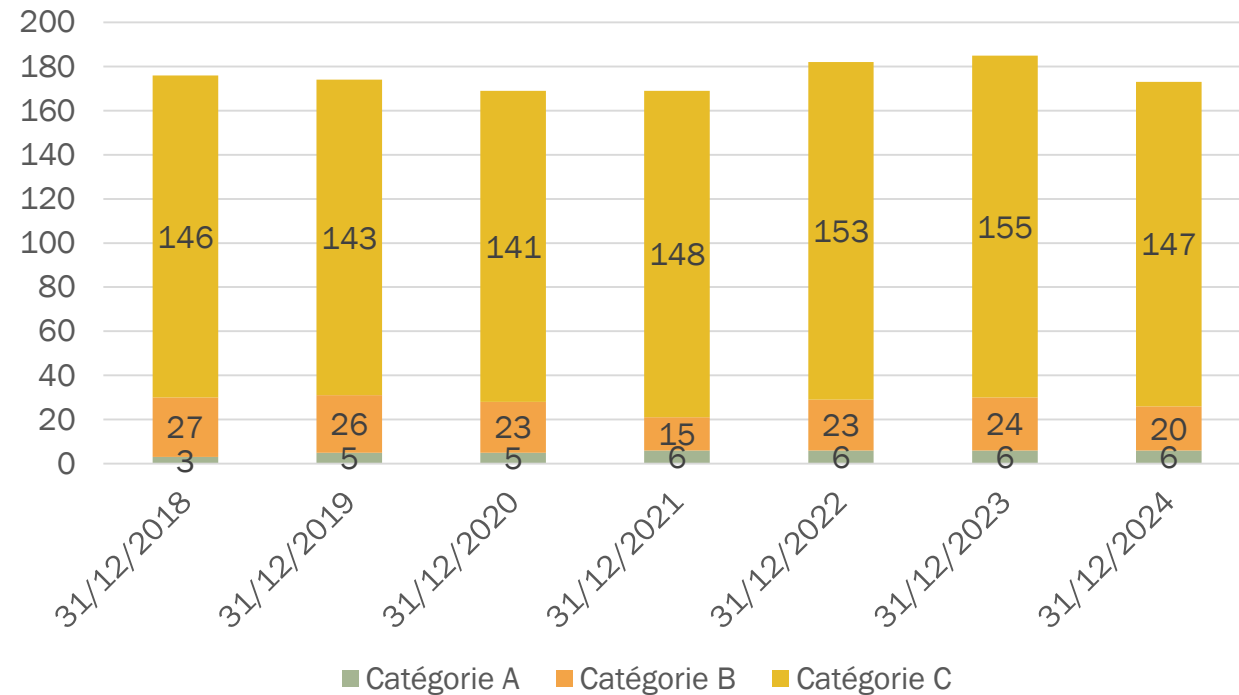
- Le débat sur les propositions de zonages ZAENR de la CC CVV ;
- Le lancement des études relatives à l'aménagement des cours d'écoles et énergétiques/acoustiques des bâtiments de la CC CVV ;
- Le report du projet CTI tel qu'il avait été défini en 2023 ;
- Le renouvellement du plan d'actions relatif à l'égalité professionnelle 2024 – 2026 ;
- Le renouvellement du plan de formation 2024 – 2026 ;
- La rencontre des gestionnaires eau et assainissement et élargissement de la commission voirie réseau aux élus intéressés par la thématique eau assainissement ;
- La modification du règlement d'aides aux entreprises (ajout de la catégorie aide aux jeunes entreprises innovantes) ;
- L'élection des deux premiers vice-présidents et de deux membres du bureau ;
- La signature d'une convention de prestation pour la mise en œuvre du dispositif prescirmouv sur le territoire ;
- L'adoption du PEDT et plan Mercredi ;
- Le renouvellement de la Convention Territoriale Globale avec la CAF ;
- La signature de la convention de soutien pour la lutte contre les déchets abandonnés diffus avec CITEO ;
- La signature d'une convention de groupement de commandes entre la ville de Vaucouleurs et la CC CVV dans le cadre du projet crèche/médiathèque à l'ancien presbytère ;
- L'engagement dans la démarche de rédaction et de signature d'un Contrat Territoire Eau et Climat avec les agences ;
- La décision d'achat du site MEAC ;
- Le lancement de l'étude préalable au déploiement de la télégestion et à la réalisation d'un schéma directeur de préservation et de sécurisation des ressources en eau potable ;
- La décision de la mise en place de cycles de travail et l'adoption d'un nouveau règlement intérieur ;
- L'approbation du PCAET ;
- L'approbation du déploiement du service public de rénovation de l'habitat via l'autorisation de signature d'une convention Pacte territorial France Renov' ;
- La prise de compétence Plui ;

## STRUCTURE DES EFFECTIFS

Effectifs titulaires et non titulaires occupant un emploi permanent



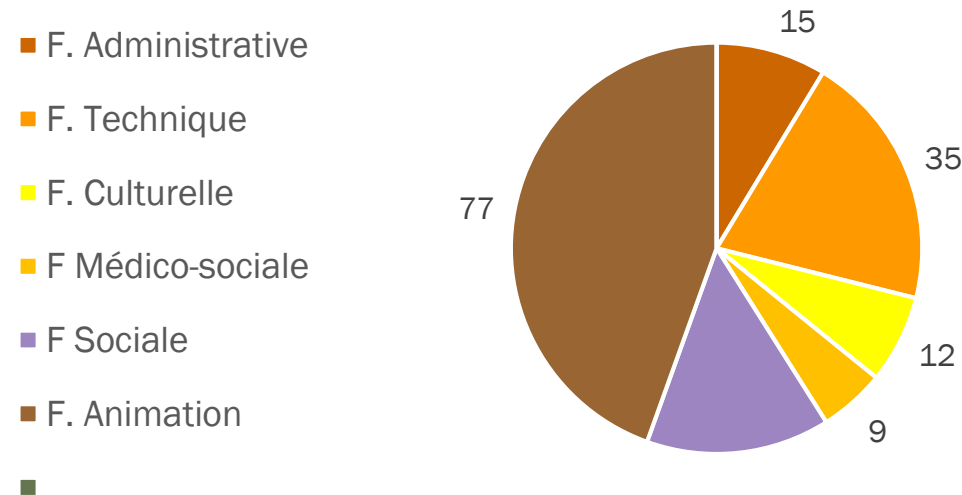
Effectifs titulaires et non titulaires occupant un emploi permanent par catégorie



Compte tenu de la mise en place du service public de Rénovation de l'Habitat au 1er janvier 2025 élargissant les missions du conseiller France Renov et du conventionnement avec l'ANAH, il est nécessaire de renforcer le service. Ce sera aussi l'occasion de conforter, en missions secondaires, le service urbanisme dans la perspective d'un PLUi (instruction) et France Services suite à la recrudescence des demandes.

# STRUCTURE DES EFFECTIFS

Effectif titulaires et non titulaires occupants un emploi permanent par filière au 31.12.24



Du 01/01/2024 au 31/12/2024  
13 arrivées sur emploi permanents  
16 départs sur emploi permanents  
6 démissions, 6 fins de contrat, 1 mutation, 1 rupture conventionnelle, 1 radiation, 1 dispo de droit

**Objectifs 2025 :**  
Stabilité des effectifs  
Renfort de l'équipe technique selon les saisonnalités

	Femmes	%	Hommes	%	TOTAL
Catégorie A	6	100,00		0,00	6
Catégorie B	16	80,00	5	25,00	20
Catégorie C	135	91,84	11	7,48	147
TOTAL	157	90,75	16	9,25	173

Le taux de féminisation à la CCCVV supérieur à la moyenne nationale s’explique par la nature des compétences exercées (compétences scolaire, périscolaire et extrascolaire dont les ATSEM et agents d’entretiens sont exclusivement des femmes).

# PYRAMIDE DES ÂGES

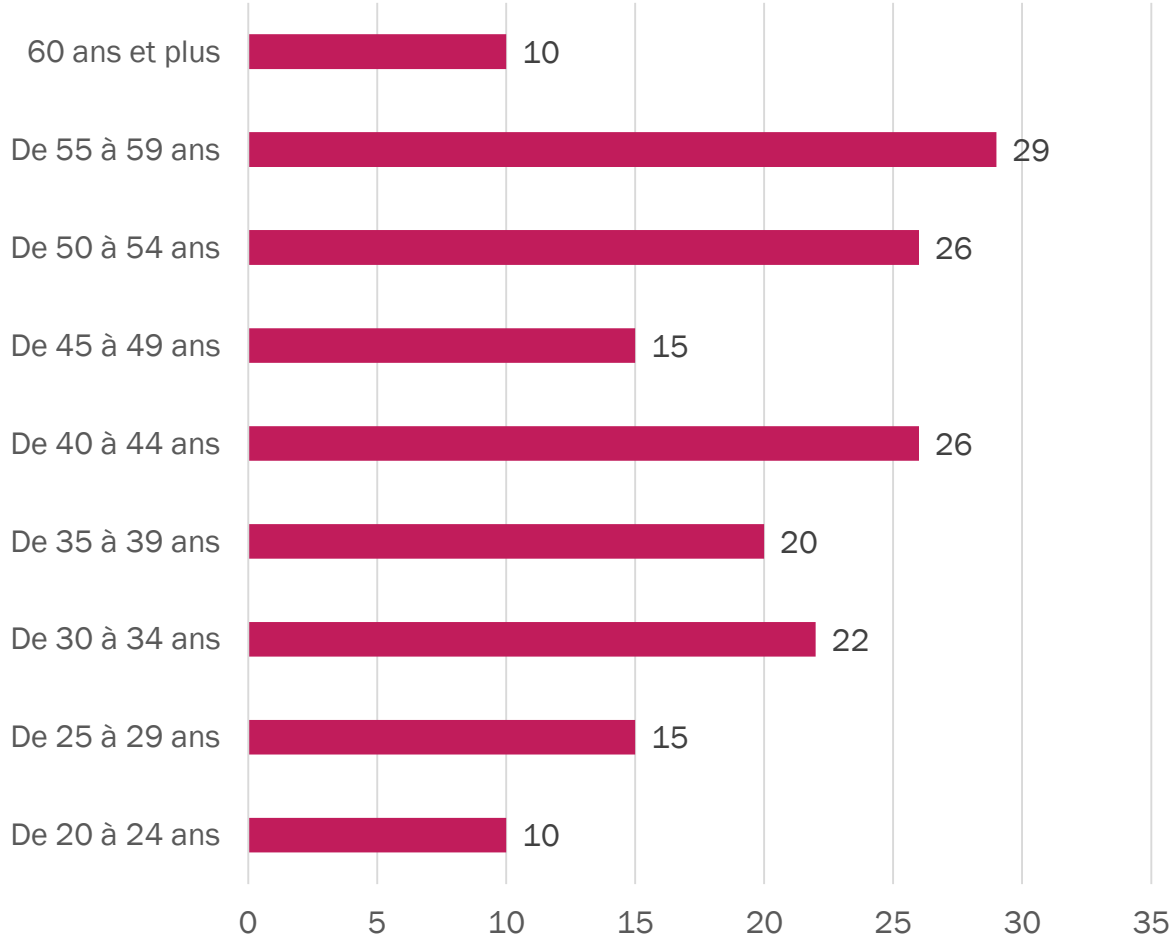
Près de 40 % des agents ont plus de 50 ans.

2 départs à la retraite en 2025 (prévision à ce jour)

10 agents ont plus de 60 ans.

Un départ important d'agents est donc à prévoir dans les prochaines années.

	Hommes	Femmes
De 20 à 24 ans	1	9
De 25 à 29 ans	2	13
De 30 à 34 ans	1	21
De 35 à 39 ans	1	19
De 40 à 44 ans	7	19
De 45 à 49 ans		15
De 50 à 54 ans	3	23
De 55 à 59 ans	1	28
60 ans et plus		10



# FORMATION :

Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
Reçu en préfecture le 18/03/2025  
Publié le  
ID : 055-200066157-20250313-13\_2025-BF

	2022	2023	2024
Nombre de jour total	124	180	246,50
Nombre d'agents	24	34	118
Nombre de jours/agent	5,17	5,29	2,09

Comme chaque année, les agents peuvent demander à participer à des formations offertes notamment par le CNFPT afin de renforcer leurs compétences. Des formations initiales ou de recyclages relatives au secourisme sont proposées. En 2024, a été mise en place via le CNFPT une formation relative à l'accompagnement éducatif pendant la pause méridienne pour tous les agents affectés au service périscolaire du midi.

En 2025, la collectivité souhaiterait mettre en place deux formations pour le service EJE en intra, via le CNFPT, :

- afin de former tous ses agents intervenant auprès des enfants et des jeunes dans le but de lutter contre le harcèlement;
- aborder le thème relations parents - professionnels dans le secteur de l'animation en milieu scolaire et périscolaire.

## APPRENTISSAGE :

Rentrée 2024

CAP Petite enfance : 5 + 1 en 2ème année

BTS Metier de l'eau : 1 en 2ème année

LP Gestion et maîtrise de l'eau : 1

BTS Tourisme : 1 + 1 en 2ème année

Nb d'apprentis dans la collectivité : 10 (dont 1 en situation de handicap)

Nb de contrats se terminant entre le 1er janvier 2025 et le 31 Aout 2025 : 6

La formation d'apprentis aux divers métiers de la collectivité est un axe fort de la politique en ressources humaines puisque 15 apprentis sont actuellement formés au sein de la collectivité.

En 2025, il est prévu le recrutement de 3 apprentis en CAP Petite Enfance et 1 apprenti BTS Tourisme.

Le désengagement de l'Etat et le financement d'un seul contrat par le CNFPT va remettre en cause le nombre d'apprentis recrutés dans les années futures.

# TEMPS DE TRAVAIL ET ABSENTÉISME

- Le temps de travail

Le temps de travail est de 35 heures par semaine soit 1607 heures effectives par an (151,67 heures par mois).

La durée hebdomadaire moyenne au sein de la CC-CVV est de 26h40min.

Heures rémunérées en 2024 tous statuts et contrats confondus : (274 694 en 2023, 271 992,94 en 2022)

- L'absentéisme

La diminution forte de jours d'absence en maladie ordinaire entre 2022 et 2023 s'explique par le passage d'agents en grave ou longue maladie.

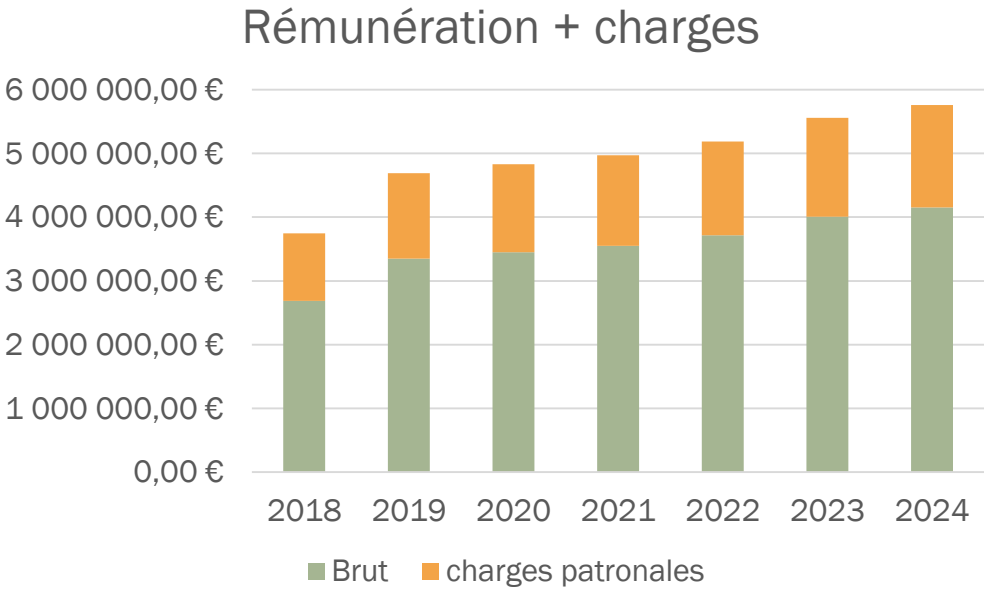
	2021		2022		2023		2024	
	Jours	Agents	Jours	Agents	Jours	Agents	Jours	Agents
Maladies ordinaires	3166	87	2319	115	1821	96	1855	97
Grave et longue maladie	264	1	483	2	730	2	732	2



# DÉPENSES DE PERSONNEL

Il y a une augmentation annuelle de 3% des dépenses de personnel entre 2019 et 2021, 4% entre 2021 et 2022 et 7,8% entre 2022 et 2023 et 3,6% entre 2023 et 2024 . Cette augmentation est due notamment à la revalorisation du point d'indice et du SMIC (par deux fois). Les atténuations de charge, c'est à dire les recettes récupérées sur les dépenses de personnel (indemnités journalières) ont été au total de 68 756,94€ (budget général principalement). De plus, les mises à disposition de personnel de la CC et exécution de prestations techniques vers d'autres collectivités ont représentés des récupérations de recettes de près de 125 000€ (espaces verts, eau et assainissement).

	2024	2023
Total rémunération brute	4 152 443,96 €	4 008 320€
dont traitement brut indiciaire	3 111 471,50 €	2 951 667,44 €
dont primes et indemnités	490 952,54 €	389 968,47 €
dont NBI	19 209,10 €	20 048,00 €
charges patronales	1 606 808,60 €	1 549 963,00 €



## PRIX MOYEN HEURES RÉMUNÉRÉES SUR DIFFÉRENTES ANNÉES (HORS CEE)

	2024	2023	2022	2021	2020
<b>Brut chargé</b>	5 508 029,40 €	5 247 834,6€	4 928 393,7€	4 724 939,7€	4 506 141€
<b>Nombre d'heures rémunérées</b>	279 595	272 965,22	270 441,89	267 434,95	257 122,65
<b>Nombre d'agents</b>	278	289	289	288	267
<b>Cout horaire brut chargé</b>	19,70 €	19,23 €	18,22 €	17,67 €	17,53 €

## Masse salariale (012) par budgets

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Budget Général	3,47 M €	4,3 M €	4,44 M €	4,56 M €	4,84 M €	5,17 M €	5,42 M €
Budget Déchets	255k €	303 k €	340,7 k €	330 k €	247 k €	285 k €	280k €
Budget Développement Economique	10,5 k €	44 k €	10,4k €	11,5 k €	15,5k €	15,8 k €	15,2k €
Budget Hébergements	86 k €	58,6 k €	48,4 k €	42,1 k €	42,1k €	30,6 k €	16,1k €
Budget Spanc	21,8 k €	32,5 k €	27,3 k €	35,1 k €	42,5 k €	48,05 k €	44,3k €

Les agents sont principalement affectés au budget général.

Le service enfance jeunesse éducation regroupe la majorité des agents de la collectivité.

Il a été procédé en 2024 a une augmentation globale des régimes indemnitaires

Deuxième budget employant du personnel, le budget Déchets regroupe principalement des agents techniques affectés dans les déchèteries et dans la mise en œuvre de la régie relative aux rotations de bennes et le papier cartons.

Un décret du Gouvernement du 30 janvier 2025 prévoit la hausse de 12 points à l'horizon 2028 de la cotisation de retraite des collectivités territoriales (CNRACL). Cette augmentation, rétroactive au 1er janvier 2025, s'élèvera de 3 points par an. En 2025, elle sera aggravée par un point supplémentaire de cotisation maladie, consécutivement à la suppression de l'abattement obtenu en 2024. Dès 2025, la charge des employeurs publics augmente de 4 points, atteignant 34,65 %, puis elle s'élèvera progressivement jusqu'à 43,65 % en 2028. Cette augmentation aura un impact sur les dépenses de personnel.

# AVANTAGES SOCIAUX

Le règlement politique sociale prévoit notamment :

- Le remboursement de certaines prestations sur justificatifs

Depuis 2024, augmentation de la participation employeur :

- **144 tickets restaurant (au lieu de 120) avec une valeur de 5€ (au lieu de 4€) pour une participation employeur de 60% (au lieu de 50%).**
- La PARTICIPATION PREVOYANCE : L'employeur participe à hauteur de 20€ (au lieu de 15€) / mois / agent à temps complet pour une offre labellisée. Proratisation par palier selon le temps de travail
- La PARTICIPATION SANTE : L'employeur participe à hauteur de 25€ (au lieu de 20€] / mois / agent à temps complet pour une offre labellisée + 15€ (au lieu de 10€ / ayant droit (enfant). Proratisation par palier selon le temps de travail.

175 agents concernés en 2024 : 98 127,41€.

Cette augmentation significative concerne principalement l'augmentation de la valeur et participation employeur pour les tickets restaurants et la santé, mais aussi les remboursements billetterie et loisirs. De plus le nombre d'agents utilisateurs a fortement augmenté. (66 317,30€ en 2019 ; 58 647,88€ en 2020 ; 65 498,29€ en 2021 ; 66 575,29€ en 2022 ; 66 795,84€ en 2023)

Billetterie et Loisirs	7 256,80 €
Gratifications (garde d'enfants, retraite, naissance, mariage)	2 002,36 €
Enfants (rentrées scolaires, ALSH, séjour)	6 089,86 €
Vacances familiales	4 470,78 €
Tickets restaurant	50 628 €
Prévoyance	8 665,71 €
Santé	19 013,90 €

# ORIENTATIONS POLITIQUES DE LA COLLECTIVITÉ EN MATIÈRE DE RESSOURCES HUMAINES

Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
Reçu en préfecture le 18/03/2025  
Publié le  
ID : 055-200066157-20250313-13\_2025-BF

Les objectifs sont les suivants :

- poursuivre l'optimisation de la masse salariale grâce :
  - \* à l'adaptation des moyens mis en oeuvre pour gagner en efficience de fonctionnement ;
  - \* à l'ajustement des moyens humains affectés au fonctionnement au regard des besoins réglementaires et des besoins liés à la fréquentation des services concernés et dans l'intérêt des usagers ;

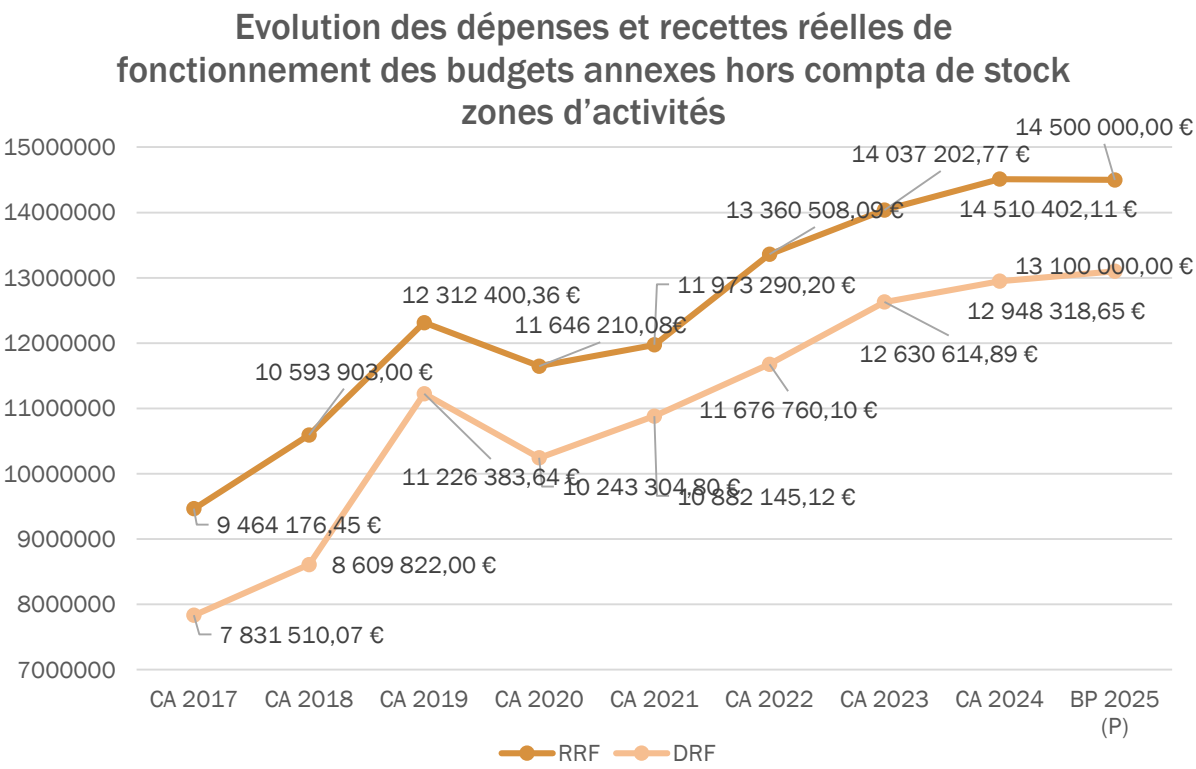
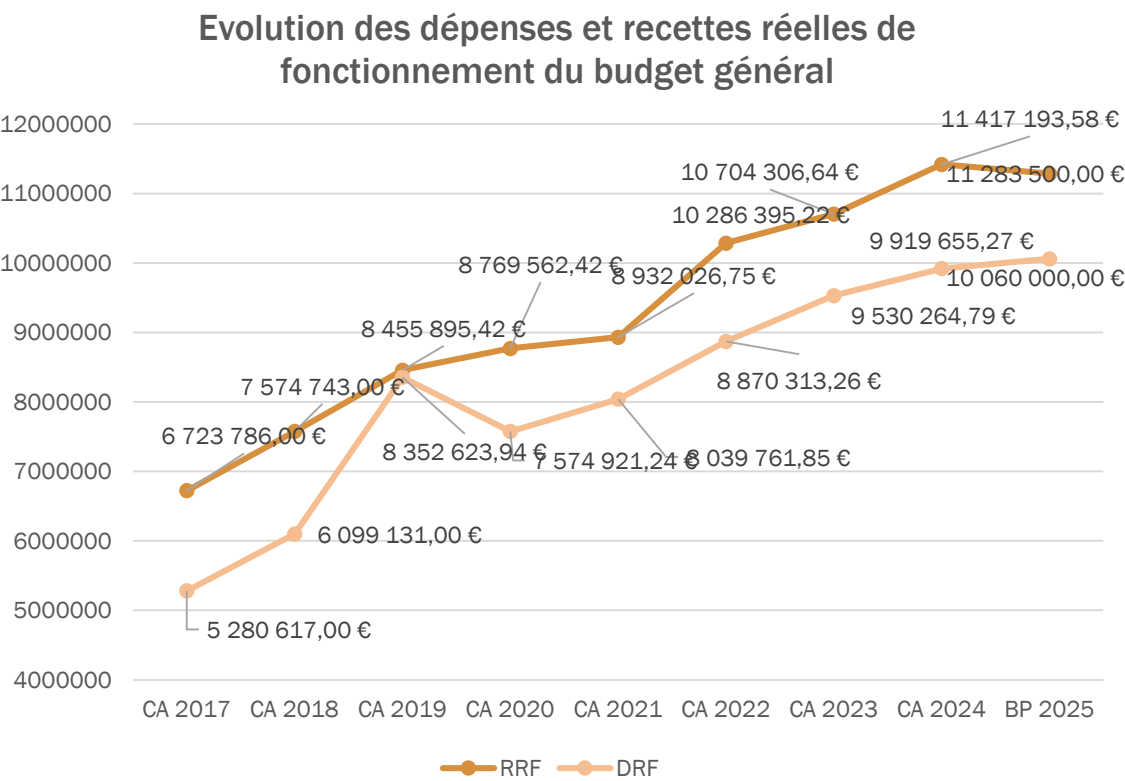
La CC CVV poursuivra sa politique de maintien de la qualité des services par le recrutement et la formation.

- poursuivre la mise en œuvre du plan de formation 2024-2026 ;
- poursuivre la mise en œuvre du plan d'actions pour l'égalité 2024-2026 ;

# LES INDICATEURS ET LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES

Il convient tout d'abord d'analyser l'évolution des recettes et des dépenses de chacune des deux sections de l'ensemble des budgets consolidés. Afin de disposer d'une vision à long terme de l'évolution des indicateurs budgétaires de la collectivité, l'analyse porte sur les sept derniers exercices, à savoir de 2017 à 2024.

## Section de fonctionnement



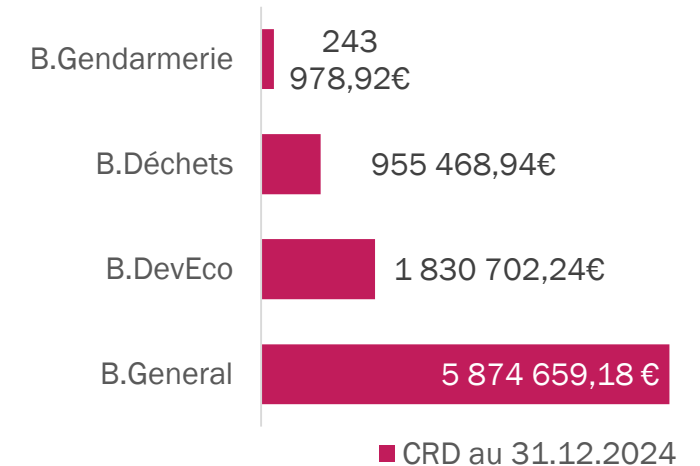
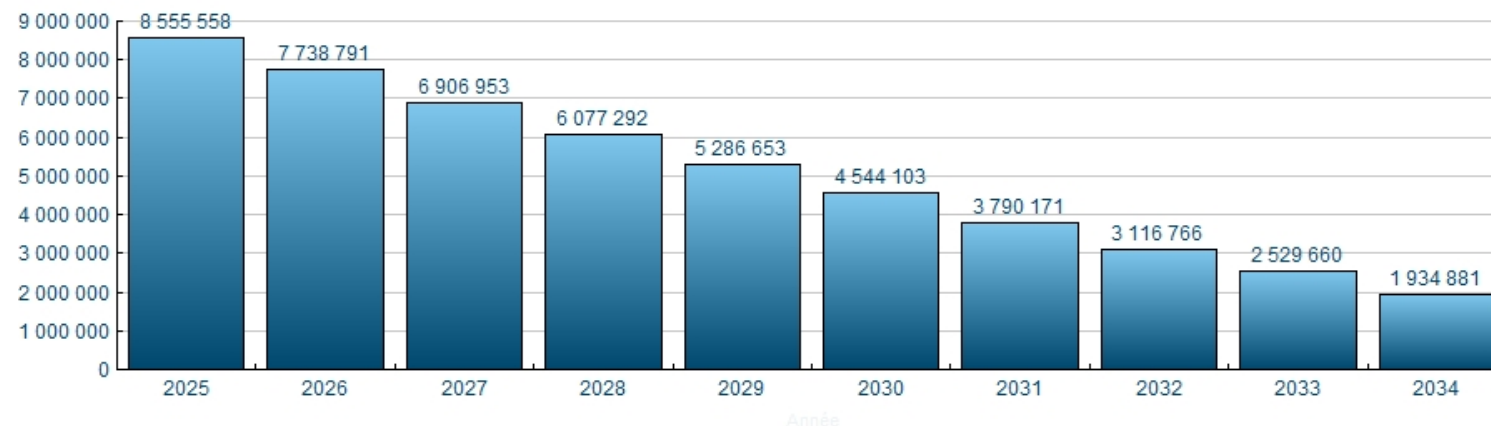
# STRUCTURE DE LA DETTE

## Emprunts contractés – situation au 1er janvier 2025

En consolidé, au 1er janvier 2025, la Communauté de Communes détient 14 emprunts pour un total emprunté de 14841 235€

## Capital restant dû et annuités

Au 1<sup>er</sup> janvier 2025, l'état de la dette est de 8 555 557,57€ de reste à payer en capital et 755 866,70€ en intérêts.



Fin 2025, il est prévu de contracter un emprunt pour le projet « MEAC ».

Encours de la dette (ratio dette totale / habitant) – 22495 hab population INSEE au 1<sup>er</sup> janvier 2025)

L'endettement de la collectivité est à rapprocher du volume d'équipement réalisé pour développer le territoire et renforcer son attractivité mais aussi des investissements productifs de recettes ou non. Ces investissements participent pleinement à la volonté de la collectivité de redynamiser le territoire et favoriser ainsi le développement économique et le service à la population. On constate une diminution significative de l'encours de la dette entre 2018 et 2024. Ceci s'explique par la fin d'emprunts contractés par les anciennes entités mais aussi une gestion maitrisée du recours à l'emprunt par la recherche de subventions.

	31.12.18	31.12.19	31.12.20	31.12.21	31.12.22	31.12.23	31.12.24	31.12.25*
Encours de la Dette	7 893 185,84 €	7 437 564,09 €	7 966 937,93 €	7 426 549,97 €	6 885 859,35 €	6 349 935,38 €	5 874 659,18 €	5 413 999,15 €
Encours dette par habitants	350,89 €	330,63 €	354,16 €	330,14 €	306,11 €	282,28 €	261,15 €	240,68 €

Budgets consolidés :

	31.12.18	31.12.19	31.12.20	31.12.21	31.12.22	31.12.23	31.12.24	31.12.25*
Encours de la Dette	12 091 566,50 €	11 203 766,36 €	12 042 127,76 €	11 489 842,39 €	10 437 855,40 €	9 380 085,48 €	8 606 742,58 €	7 738 791,44 €
Encours dette par habitants	537,52 €	498,06 €	535,32 €	510,77 €	464,01 €	416,99 €	382,61 €	344,02 €

\*Chiffres basés sur l'absence d'emprunts contractés en 2025



Encours de la dette pour les investissements productifs de recettes (Gendarmerie, Maisons médicales, Pépinière, Restaurant et Bâtiment Relais)		31.12.20	31.12.21	31.12.22	31.12.23	31.12.24	
	Encours de la Dette	2 122 361,56 €	1 899 568,41 €	1 669 388,70 €	1 431 551,31 €	1 260 567,00 €	987 969,62 €
	Encours dette par habitants	94,35 €	84,44 €	74,21 €	63,64 €	56,04 €	43,92 €
Encours de la dette concernant des équipements et services financés par la fiscalité (écoles et périscolaires, Centre Aquatique, Chauffage, Fibre)		31.12.20	31.12.21	31.12.22	31.12.23	31.12.24*	31.12.25*
	Encours de la Dette	7 464 197,86 €	6 954 594,50 €	6 418 872,18 €	5 935 390,66 €	5 502 203,75 €	5 077 187,66 €
	Encours dette par habitants	331,82 €	309,16 €	285,35 €	263,85 €	244,60 €	225,70 €
Encours de la dette concernant un service public industriel et commercial financé par une redevance (Déchets)		31.12.20	31.12.21	31.12.22	31.12.23	31.12.24	31.12.25*
	Encours de la Dette	766 606,87 €	1 155 458,38 €	1 052 796,61 €	955 468,94 €	857 984,76 €	760 343,50 €
	Encours dette par habitants	34,08 €	51,37 €	46,80 €	42,47 €	38,14 €	33,80 €
Encours de la dette financée par des cessions foncières et immobilières (Quartier Oudinot, ZAE)		31.12.20	31.12.21	31.12.22	31.12.23	31.12.24	31.12.25*
	Encours de la Dette	1 688 961,47 €	1 480 221,10 €	1 296 797,91 €	1 057 674,57 €	985 987,07 €	913 290,66 €
	Encours dette par habitants	75,08 €	65,80 €	57,65 €	47,02 €	43,83 €	40,60 €

Budget Général									
Organisme prêteur/Objet	Date d'échéance	Montant emprunté	CRD au 31.12.24	IRD au 31.12.24	Emprunts 2025			CRD au 31.12.25	IRD au 31.12.25
					Capital 2025	Intérêt 2025	Annuité		
BANQUE POSTALE	01/01/2037	900 000,00	583 850,66 €	58 309,53 €	43 624,30 €	8 796,94 €	52 421,24 €	540 226,36 €	49 512,59 €
BORDS DE MEUSE									
CREDIT MUTUEL AGENCE DE STRASBOURG	30/06/2037	500 000,00	328 662,37 €	30 169,66 €	24 232,13 €	4 474,43 €	28 706,56 €	304 430,24 €	25 695,23 €
2E TRANCHE ECOLE BORDS DE MEUSE									
CAISSE D EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE	30/09/2031	850 000,00	377 076,16 €	64 002,32 €	48 760,74 €	16 584,22 €	65 344,96 €	328 315,42 €	47 418,10 €
POLE SCOLAIRE ET PERISCOLAIRE VAL DES COULEURS NORD									
CREDIT MUTUEL AGENCE DE STRASBOURG -	30/04/2038	2 500 000,00	1 762 790,94 €	174 901,96 €	119 479,17 €	24 053,63 €	143 532,80 €	1 643 311,77 €	150 848,33 €
Centre Aquatique									
CREDIT MUTUEL AGENCE DE SAINT DIZIER	31/03/2038	2 500 000,00	1 733 077,51 €	168 732,19 €	119 897,35 €	23 635,45 €	143 532,80 €	1 613 180,16 €	145 096,74 €
Centre Aquatique									
LA BANQUE POSTALE	01/02/2034	340 000,00	224 642,83 €	7 896,18 €	24 285,72 €	1 594,96 €	25 880,68 €	200 357,11 €	6 301,22 €
Chaufferie Centre Aquatique									
CREDIT AGRICOLE	10/11/2035	671 050,00	492 103,28 €	16 331,70 €	44 736,68 €	2 804,43 €	47 541,11 €	447 366,60 €	13 527,27 €
Fibre									
CAISSE D EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE	10/10/2033	690 000,00	372 455,43 €	66 010,53 €	35 643,94 €	13 074,50 €	48 718,44 €	336 811,49 €	52 936,03 €
MAISON DE SANTE A VOID									
Total		9 622 100,00	5 874 659,18 €	586 354,10 €	460 660,03 €	95 018,56 €	555 678,59 €	5 413 999,15 €	491 335,51 €

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 18/03/2025

Publié le

CRD au 31.12.25

IRD au 31.12.25

ID : 055-200066157-20250313-13\_2025-BF

Budget Déchets									
Organisme prêteur/Objet	Date d'échéance	Montant emprunté	CRD au 31.12.24	IRD au 31.12.24	Emprunts 2025			CRD au 31.12.25	IRD au 31.12.25
					Capital 2025	Intérêt 2025	Annuité		
CREDIT AGRICOLE	01/01/2035	790 000,00	539 833,27 €	22 673,00 €	52 666,68 €	4 160,67 €	56 827,35 €	487 166,59 €	18 512,33 €
REORGANISATION GESTION DES DECHETS									
CREDIT AGRICOLE	10/10/2031	452 135,00	318 151,49 €	4 052,41 €	44 974,58 €	1 054,54 €	46 029,12 €	273 176,91 €	2 997,87 €
CAMIONS DECHETS									
Total		1 242 135,00 €	857 984,76 €	26 725,41 €	97 641,26 €	5 215,21 €	102 856,47 €	760 343,50 €	21 510,20 €

Budget Développement économique									
Organisme prêteur/Objet	Date d'échéance	Montant emprunté	CRD au 31.12.24	IRD au 31.12.24	Emprunts 2025			CRD au 31.12.25	IRD au 31.12.25
					Capital 2025	Intérêt 2025	Annuité		
CREDIT MUTUEL AGENCE DE STRASBOURG	30/11/2028	697 000,00	224 394,11 €	17 799,69 €	53 079,00 €	7 469,36 €	60 548,36 €	171 315,11 €	10 330,33 €
PEPINIERE									
CREDIT MUTUEL AGENCE DE STRASBOURG	31/12/2030	1 000 000,00	429 846,24 €	22 513,64 €	68 724,67 €	6 668,69 €	75 393,36 €	361 121,57 €	15 844,95 €
BATIMENT RELAIS ET RESTAURANT									
CREDIT MUTUEL	30/06/2037	1 500 000,00	985 987,07 €	90 509,02 €	72 696,41 €	13 423,27 €	86 119,68 €	913 290,66 €	77 085,75 €
QUARTIER OUDINOT									
Total		3 197 000,00 €	1 640 227,42 €	130 822,35 €	194 500,08 €	27 561,32 €	222 061,40 €	1 445 727,34 €	103 261,03 €

Budget Gendarmerie									
Organisme prêteur/Objet	Date d'échéance	Montant emprunté	CRD au 31.12.24	IRD au 31.12.24	Emprunts 2025			CRD au 31.12.25	IRD au 31.12.25
					Capital 2025	Intérêt 2025	Annuité		
CREDIT AGRICOLE	01/09/2027	780 000,00	182 686,21 €	11 964,84 €	63 964,76 €	6 817,36 €	70 782,12 €	118 721,45 €	5 147,48 €
GENDARMERIE VAUCOULEURS									
Total		780 000,00 €	182 686,21 €	11 964,84 €	63 964,76 €	6 817,36 €	70 782,12 €	118 721,45 €	5 147,48 €
Total GENERAL		14 841 235,00 €	8 555 557,57 €	755 866,70 €	816 766,13 €	134 612,45 €	951 378,58 €	7 738 791,44 €	621 254,22 €

# Capacité de désendettement

Ratio qui mesure la capacité d'une collectivité à s'acquitter des charges de sa dette.

## Encours de la dette/épargne brute

**Epargne brute (capacité d'autofinancement) :** Différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement, intérêts compris.

**Taux d'épargne brute\*** : épargne brute / recettes réelles de fonctionnement.

Part des recettes de fonctionnement :

- ⇒ qui peuvent être consacrées pour investir ou rembourser de la dette (ayant servi à investir) ;
- ⇒ qui ne sont pas absorbées par les dépenses récurrentes de fonctionnement.

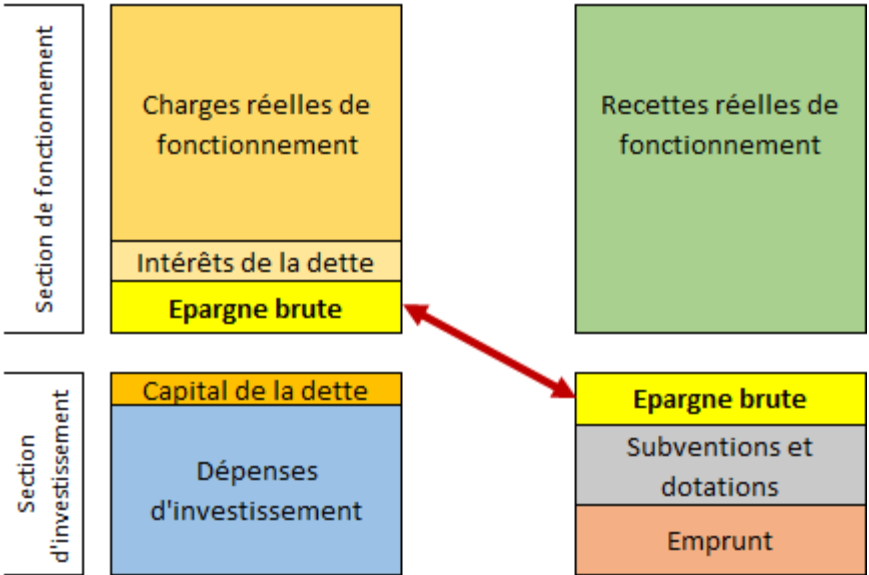
**Capacité d'Autofinancement Nette** = CAF brute - remboursement en capital de la dette.

*\*Ce ratio doit être apprécié en tendance par rapport à d'autres collectivités similaires et selon la nature des compétences exercées.*

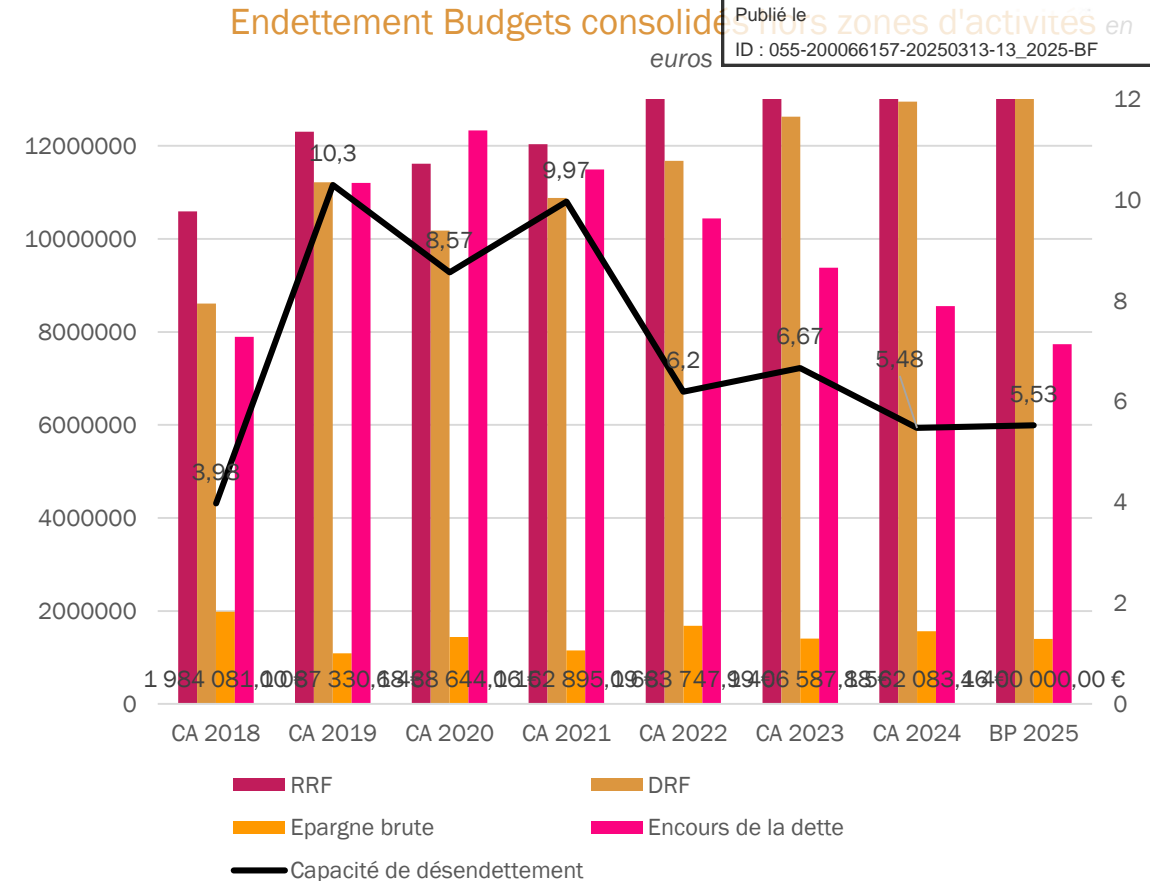
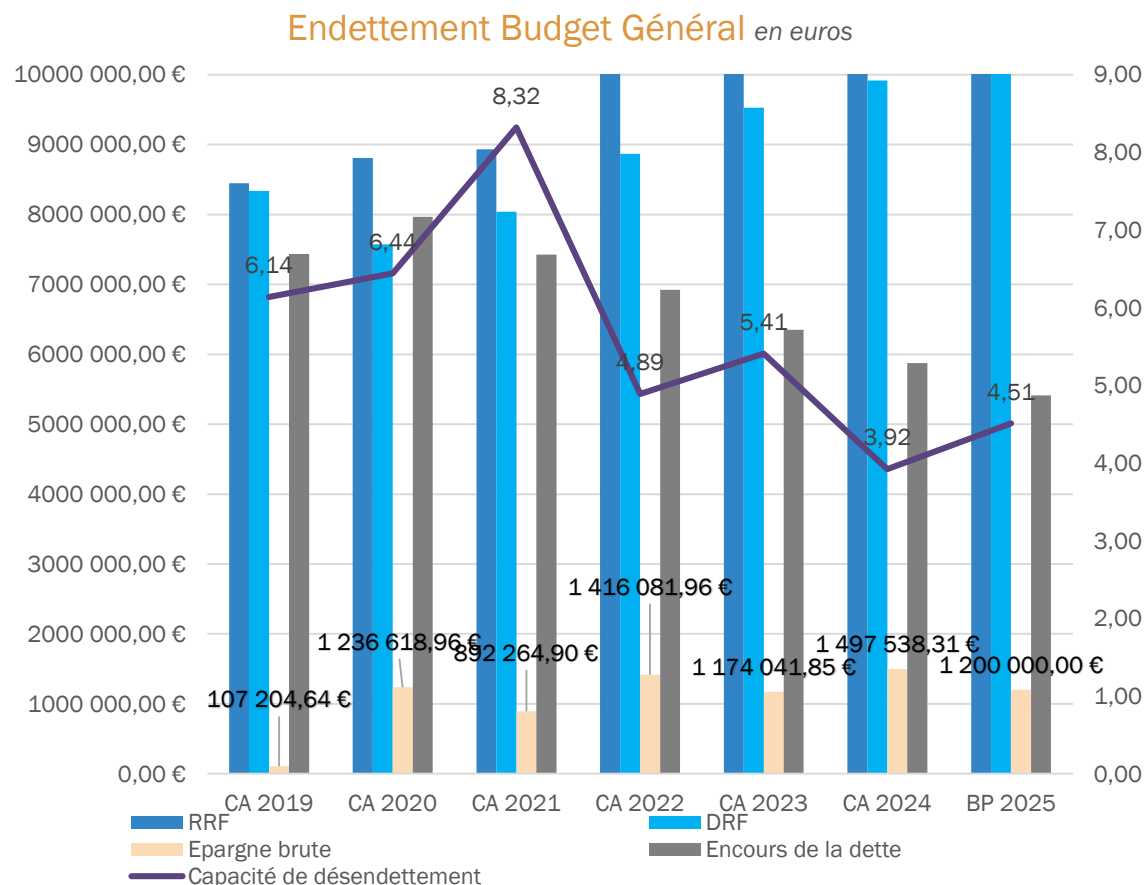
Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
Reçu en préfecture le 18/03/2025  
Publié le  
ID : 055-200066157-20250313-13\_2025-BF

En combien d'années  
d'exercices budgétaires  
collectivité peut-elle  
rembourser la totalité du  
capital de sa dette en  
supposant qu'elle y consacre  
l'intégralité de son épargne  
brute ?

L'équilibre sectionnel



*NB : Le calcul de l'autofinancement se fait sur la base des recettes réelles, il ne prend donc pas en compte des éventuels excédents des années antérieures qui auraient eu pour effet de « gonfler » une section ni les opérations d'ordre, mais uniquement des recettes qui ont été réellement perçues et des dépenses réellement effectuées.*



On considère généralement que le seuil critique de la capacité de remboursement se situe à 11-12 ans.

Cette année la capacité de désendetttement sur l'ensemble des budgets est satisfaisante et s'établit à 5,48 ans en 2024.

Cependant, une vigilance particulière devra être apportée les prochaines années compte tenu des investissements à venir (crèche, CTI, MEAC, écoles) et de l'augmentation progressive des dépenses de fonctionnement liées aux futurs services, à l'inflation et aux charges de personnel (notamment les charges de personnel suite à l'augmentation des cotisations CNRACL).

# Capacité d'autofinancement nette

	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	BP 2025
Epargne Brute	1 829 k€	1 087 k€	1 439 k€	1 153k€	1684k€	1406 k€	1562 k€	1400k€
Remboursement du capital de l'emprunt	690 k€	888 k€	950 k€	1 004 k€	1052k€	1058k€	825k€	816k€
Epargne Nette	1 139 k€	199 k€	489 k€	151 k€	632 k€	348 k€	737 k€	584k€

L'autofinancement a principalement été dégagé sur le budget général. Sur tous les budgets hormis le budget Déchets, les recettes réelles de fonctionnement sont supérieures aux dépenses réelles de fonctionnement. Cette année, la section de fonctionnement des budgets annexes Développement économique, Hébergements et Gendarmerie ont du être compensées par un virement du budget général.

L'épargne nette est fluctuante selon le fonctionnement des différents exercices.

La capacité d'investissement qui en résulte nécessite de prioriser les investissements.

La maîtrise des dépenses de fonctionnement reste indispensable pour présenter une épargne et contenir l'endettement de la CCCVV.

# ORIENTATIONS POLITIQUES DE LA COLLECTIVITÉ EN MATIÈRE

## BUDGETAIRE

Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
Reçu en préfecture le 18/03/2025  
Publié le  
ID : 055-200066157-20250313-13\_2025-BF

Les orientations budgétaires 2025 traduisent la volonté de la CC de maintenir une solide capacité financière d'actions dans une trajectoire pluriannuelle de maîtrise des dépenses de fonctionnement et de soutien à l'investissement favorable à l'économie et à l'attractivité du territoire et notamment :

- Maintien de la fiscalité et prioriser la réalisation des projets d'investissements en fonction des priorités budgétaires ;
- De maîtriser les dépenses de fonctionnement afin de préserver sa capacité à investir et de pérenniser un service public de qualité ;
- De préserver une tarification modérée des services publics locaux ;
- De disposer de la capacité d'apporter des prestations aux communes membres le souhaitant dans un esprit de mutualisation des moyens humains et techniques ;

## PROJETS PRINCIPAUX 2025

L'année 2025 devrait notamment être marquée par :

- L'étude de Maitrise d'œuvre dans le cadre de la réalisation d'une crèche à Vaucouleurs et à Pagny sur Meuse ;
- La poursuite de la mise en œuvre du schéma de développement touristique ;
- La poursuite de la maitrise d'œuvre "voie verte sur le secteur de Vaucouleurs suite à l'approbation du schéma ;
- L'approbation du SCOT après la phase d'enquête publique ;
- L'élaboration d'un Schéma directeur intercommunal de préservation et de sécurisation des ressources en eau potable et préservation des milieux par l'assainissement des eaux usées ;
- La mise en place de l'outil de supervision et de télégestion des réseaux et la préparation technique, administrative et financière dans le cadre d'un éventuel transfert des compétences eau-assainissement ;
- L'attribution de la prochaine Délégation de Service Public pour le Centre Aquatique Aquamosa ;
- L'étude de l'aménagement de l'ancien site MEAC ;
- La recherche d'emprises foncières notamment de sites en reconversion potentielle en lien avec l'EPFGE ;
- La réflexion sur la création d'une maison de santé pluri-professionnelle secteur Commercy Poursuite aides aux permis
- La définition des programmes pluriannuels des travaux visant à l'amélioration des performances énergétiques et acoustiques des bâtiments ;
- La définition des programmes pluriannuels d'aménagement des cours d'écoles ;
- Lancement des marchés pour l'ensemble des prestations nécessaires à la gestion de l'ensemble des déchets ;
- L'étude concernant la création d'un parking au gymnase Vaucouleurs



# ORIENTATIONS DU BUDGET GÉNÉRAL

Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
Reçu en préfecture le 18/03/2025  
Publié le  
ID : 055-200066157-20250313-13\_2025-BF

## Aménagement de l'espace

Lancement de l'élaboration du PLUi

## Tourisme :

Mise en œuvre du schéma de développement touristique ;

## Protection et mise en valeur de l'environnement :

Etude préalable pour la mise en œuvre d'une future DIG pour interventions sur cours d'eaux

Elaboration d'un Schéma directeur intercommunal de préservation et de sécurisation des ressources en eau potable

Mise en place de l'outil de supervision et de télégestion des réseaux AEP et AC

## Politique du logement et du cadre de vie :

Poursuite OPAH Ru Commercy Vaucouleurs

Poursuite accompagnement France Renov et mise en place du SPRH (service public de rénovation de l'habitation)

## Mobilité :

Mise en place d'applications de mobilités partagées ;

Matérialisation des aires de covoiturage

Début de mise en œuvre du schéma directeur des mobilités actives

## Bâtiments communautaires :

Programmation des travaux suite à la réalisation de diagnostics énergétiques, confort été et qualité de l'air des bâtiments publics;

## Construction, entretien et fonctionnement d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire :

Maintien et renforcements éventuels des moyens affectés à l'entretien et au fonctionnement des sites scolaires/périscolaires/extrascolaires ;

Programmation des travaux des aménagements des cours d'école et des sites périscolaires suite au rendu de l'étude ;

Programmation des travaux suite à la réalisation de diagnostics énergétiques, confort été et qualité de l'air.

## Construction, entretien et fonctionnement d'équipements sportifs d'intérêt communautaire

Attribution et mise en œuvre de la nouvelle Délégation de Service Public pour Aquamosa

## Actions d'intérêt communautaire en faveur de la culture, des loisirs et ses sports

Maintien des actions mises en œuvre (CTEAC, spectacles etc);

Poursuite du développement de l'EMA

## Actions sociales et solidarités :

Lancement de la Maitrise d'œuvre dans le cadre de la réalisation d'une crèche à Vaucouleurs et à Pagny sur Meuse

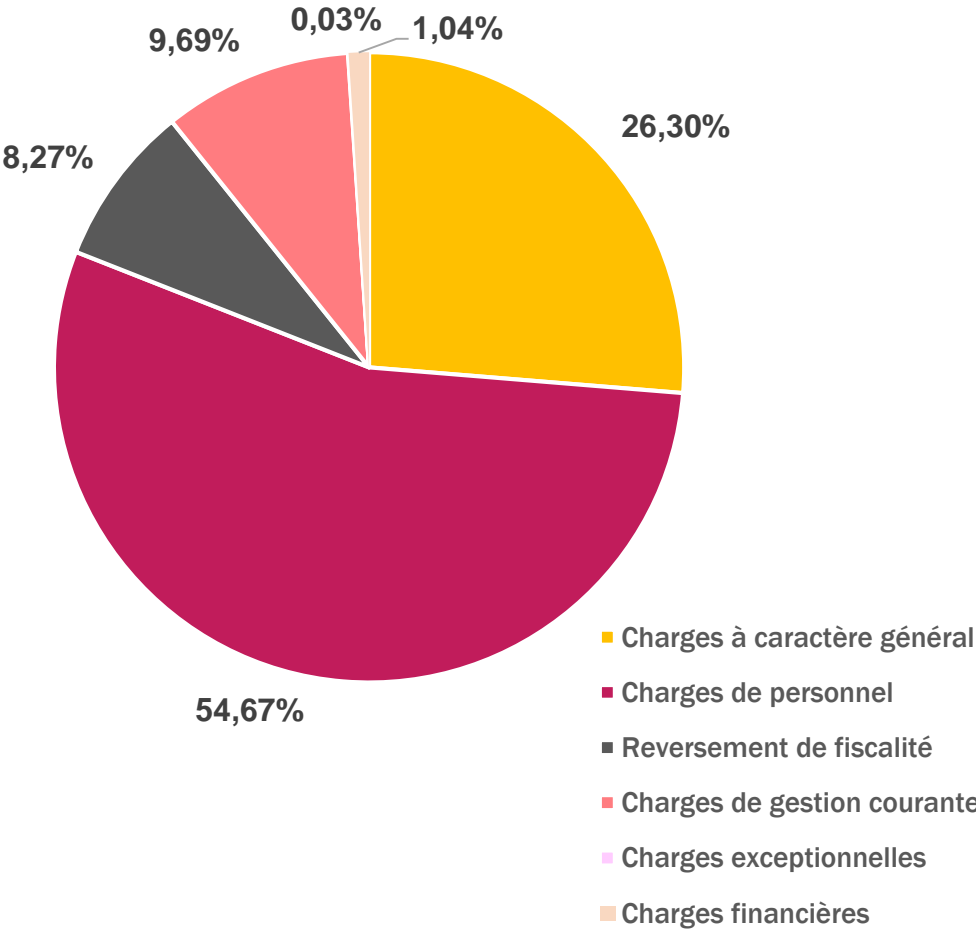
Réflexion sur la création d'une maison de santé pluri-professionnelle secteur Commercy Poursuite aides aux permis

Location d'un logement insertion professionnelle jeunes

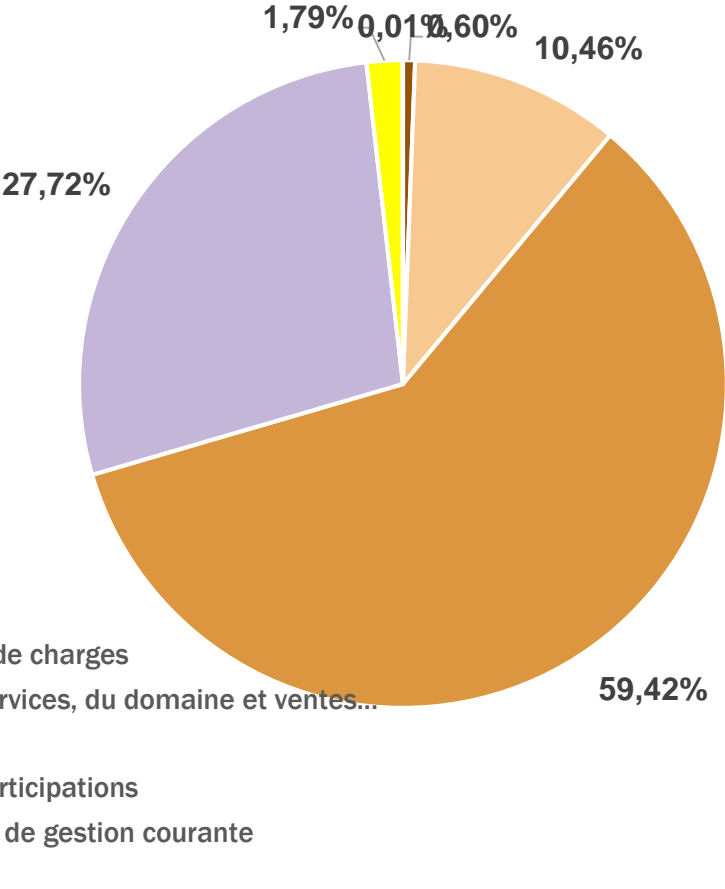
# REPARTITION BUDGETAIRE

## Résultats 2024

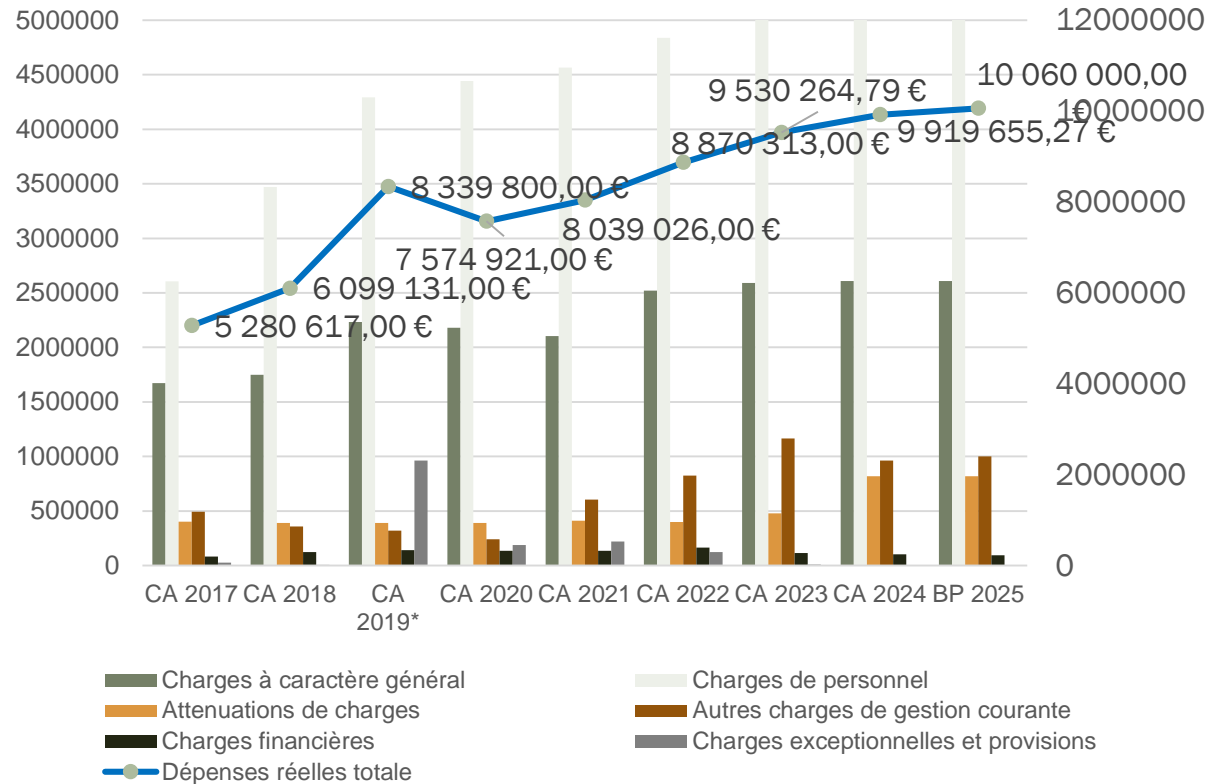
Dépenses réelles de fonctionnement



Recettes réelles de fonctionnement



## Section de fonctionnement : les dépenses



**La progression des charges de fonctionnement courantes prévisionnelles pour 2025 sera liée à l'inflation et à l'évolution des besoins des services et équipements communautaires.**

**Charges à caractère général :** Il est prévu un impact positif des dépenses dites « courantes » des services.  
**Le marché électricité doit être relancé ce qui aura un impact positif** comme négatif sur le budget.

Comme les années précédentes, il sera procédé à la rationalisation des achats notamment du service enfance jeunesse éducation (fournitures d'entretien, achat de petits équipements) pour améliorer la performance d'achat et réaliser des économies d'échelle.

**Charges de personnel :** Les charges de personnel sont le premier poste de dépenses de la CC.

Les progressions indiciaires et les effets exogènes (application d'obligations légales pour les collectivités territoriales telles que la revalorisation de l'indice ou les reclassements indiciaires) ainsi que la revalorisation du régime indemnitaire vont augmenter les dépenses.

**Atténuations de produits :** L'enveloppe du FNGIR est maintenue à 390 736€.

**Autres charges de gestion courante :** Il est prévu en 2025, un versement de l'ordre de 555 000€ au délégataire du Centre Aquatique au titre de la contribution pour contrainte de service public (hors compensation scolaire).

**Charges financières :** Les intérêts d'emprunt seront légèrement diminués sur les emprunts existants mais augmentés des intérêts relatifs à l'emprunt « CTI »

**Charges exceptionnelles :** Par rapport aux BP 2024, il est prévu des virements aux budgets annexes similaires

# Section de fonctionnement : les recettes

## Atténuations de charges

Les atténuations de charges représentent principalement les indemnités journalières remboursées par la CPAM. Il est prévu les mêmes crédits qu'en 2024.

## Ventes de produits fabriqués et prestations de services.

Il n'est pas prévu de modification structurelle dans la tarification des services rendus à la population. Il est donc prévu une stabilité de ces recettes pour permettre de préserver une bonne accessibilité de ces services publics qui contribuent à l'attractivité du territoire.

## Autres produits de gestion courante

Les revenus des immeubles concernent la mise en location des logements intercommunaux (dont Heurtebise), de la Maison de santé à Void et de Vaucouleurs.

## Impôts et taxes:

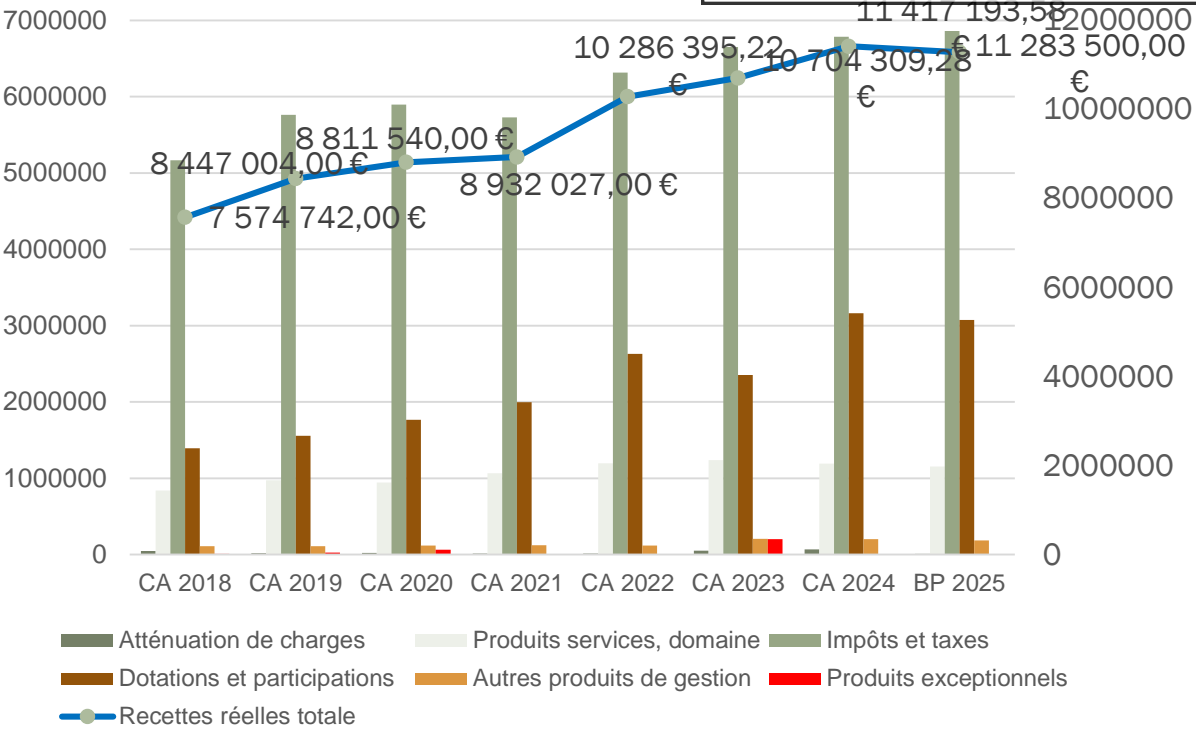
Les impôts et taxes représentent la majeure partie des recettes de fonctionnement. Le maintien de la fiscalité actuelle conduira à un produit fiscal évoluant faiblement sur la base de 1,7% de revalorisation des bases des taxes foncières qui représentent 45% de la fiscalité directe locale et 79% de la fiscalité additionnelle.

## Dotations et participations

La dotation d'intercommunalité se compose d'une part base à 30% (population DGF – CIF) et d'une part péréquation à 70% en fonction de la richesse relative des EPCI (mesurée via le potentiel fiscal et les revenus moyen. La DGF devrait rester stable en 2025.

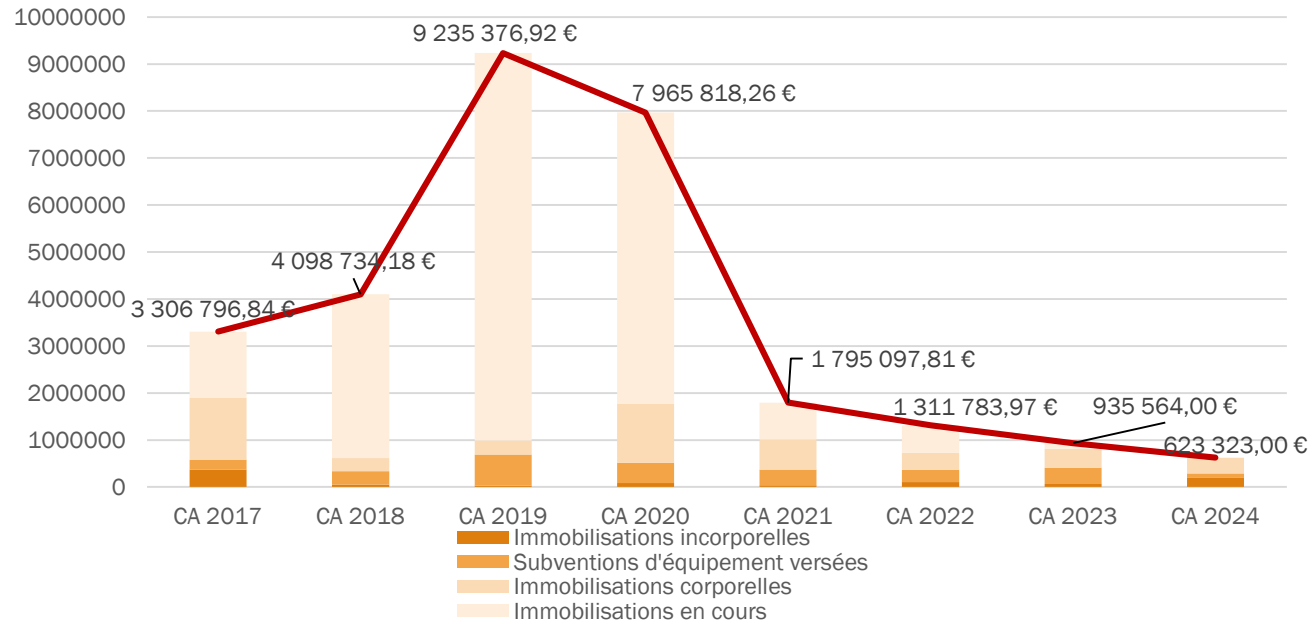
Le chapitre est composé principalement des participations versées par la CAF dans le cadre de l'exercice de la compétence petite enfance (RPE, crèches, vibr'anim, périscolaire). Les recettes vont être stables par rapport à 2024

Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
Reçu en préfecture le 18/03/2025  
Publié le  
ID : 055-200066157-20250313-13\_2025-BF



Les recettes restent stables et permettent d'assurer l'équilibre budgétaire pour exercer les compétences communautaires avec le maintien d'un bon niveau de service.

## Section d'investissement budget général



Des dépenses d'investissements en 2025 seront engagées pour réaliser les projets déjà prévus et à venir.

La collectivité veille pour chaque projet à obtenir le maximum de subventions.

	Immobilisations incorporelles	Subventions d'équipement versées	Immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
CA 2017	368 560,79 €	213 544,22 €	1 315 865,15 €	1 408 826,68 €	3 306 796,84 €
CA 2018	53 567,41 €	283 071,94 €	276 597,57 €	3 485 497,26 €	4 098 734,18 €
CA 2019	28 547,62 €	661 427,70 €	298 308,61 €	8 247 092,99 €	9 235 376,92 €
CA 2020	82 348,42 €	431 751,28 €	1 253 414,04 €	6 198 304,52 €	7 965 818,26 €
CA 2021	35 698,01 €	335 000,95 €	640 668,56 €	783 730,29 €	1 795 097,81 €
CA 2022	102 493,23 €	260 332 €	369 108,49 €	579 849,95 €	1 311 783,97 €
CA 2023	65 983,08 €	344 042,93 €	406 235,74 €	119 301,64 €	935 563,39 €
CA 2024	190 551,30 €	95 625,32 €	337 147,16 €	0,00 €	623 323,78 €

## Section d'investissement : les dépenses

### **Immobilisations incorporelles (frais d'études et concessions)**

#### **Etudes**

Il est prévu, outre la poursuite des marchés en cours (voie verte, SCOT notamment) la maîtrise d'œuvre dans le cadre de la réhabilitation du presbytère en crèche à Vaucouleurs et de la crèche à Pagny.

#### **Opération Programmée pour l'Amélioration de l'Habitat**

Il conviendra de budgéter la troisième année de la nouvelle OPAH RU Commercy-Vaucouleurs et les dossiers restants de l'ex OPAH RU Commercy.

#### **Emprunts et dettes assimilées**

A nombre d'emprunts constants, il est prévu une diminution progressive du capital de l'emprunt.

#### **Immobilisation corporelles**

Il est notamment prévu l'achat d'un véhicule tout terrain dans le cadre de la prestation technique.

Comme chaque année, des travaux courants d'investissement seront effectués dans les écoles selon les nécessités.

Il est prévu des travaux d'isolation à la maison médicale de Vaucouleurs suite au diagnostic.

## Section d'investissement : les recettes

Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
Reçu en préfecture le 18/03/2025  
Publié le  
ID : 055-200066157-20250313-13\_2025-BF

La CC s'engage à rechercher pour ses projets d'investissement un maximum de subventions et de recourir à l'emprunt de façon modérée.

A ces recettes externes s'ajoutera l'autofinancement ou épargne qui sera dégagée sur le fonctionnement courant (excédent des recettes par rapport aux dépenses de fonctionnement) et permettra de limiter le recours à l'emprunt puisque, rappelons-le, la réduction de l'endettement reste l'un des objectifs.

La section d'investissement va être abondée par le FCTVA non perçu l'année antérieure.

### Programme pluriannuel

Les élus ont validé la mise en œuvre d'une OPAH RU sur les centres bourgs des communes de Commercy et de Vaucouleurs.

Le bureau d'études SOLIHA CMAL a été retenu pour gérer le suivi animation pour environ 45 000€ TTC par an.

Les montants prévisionnels des autorisations d'engagement de la collectivité pour l'OPAH RU Commercy Vaucouleurs sont de 730 348 € dont une part sera prise en charge par la Région selon la nature des projets, selon l'échéancier suivant :

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Total
AE prévisionnels	Montant en €	Montant en €	Montant en €	Montant en €	Montant en €	Montant en €	Montant en €
dont aides aux travaux	18 304 €	33 556 €	48 809 €	64 062 €	67 113 €	27 456 €	259 300 €
dont résiduel TTC ingénierie	28 008 €	28 908 €	28 908 €	28 908 €	28 908 €	24 408 €	168 048 €
Fond Commun Région GrandEst	21 388 €	39 212 €	57 035 €	74 859 €	78 424 €	32 082 €	303 000 €

Jusqu'à la fin de la convention (durée de 5ans) les sommes nécessaires seront prévues au budget.

# ORIENTATIONS DU BUDGET DECHETS

Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
Reçu en préfecture le 18/03/2025  
Publié le  
ID : 055-200066157-20250313-13\_2025-BF

- Continuer à travailler à l'amélioration de la performance du tri sur les secteurs d'habitat dense et collectif en intensifiant l'observation et la sensibilisation du tri ;
- Continuer d'accroître les performances de tri pour valoriser au mieux les flux vers les éco organismes ;
- Poursuivre la mise à jour de la base tiers et notamment des usagers professionnels ;
- Poursuivre la politique de définition des besoins de prestations pour les professionnels et la mise en œuvre de la redevance spécifique qui leurs est associée ;
- Etudier la création d'un centre de séparation des flux et de transfert sur le site MEAC (maitrise d'œuvre recrutée affectée au budget général) ;



## La section de fonctionnement : les dépenses

**Charges à caractère général** : Les charges à caractère général représentent 88% des dépenses réelles de fonctionnement.

Ces charges sont composées principalement des dépenses de prestations de services dans le cadre de la mise en oeuvre de la gestion des déchets et de frais de carburants. Avec la reprise en régie du vidage des bennes cartons/papiers, les prestations de service ont diminuées. En contrepartie, les frais de carburant et d'entretien des véhicules ont augmentés.

**L'évolution des dépenses de fonctionnement sera liée aux conséquences des coûts de transfert et de transport suite à la fermeture du site d'enfouissement à Pagny sur Meuse lorsque les marchés seront relancés.**

En 2025 seront passés les nouveaux marchés de l'ensemble des prestataires nécessaires à la gestion des déchets.

**Charges de personnel** Les charges de personnel seront semblables au budget 2025. Cependant, il sera opéré un calcul fin des dépenses réelles de personnel au niveau des déchetteries et régies.

**Autres charges de gestion courante** : Compte tenu du nombre d'admissions en non-valeur, il est envisagé de prévoir 15 000€ et 10 000€ en créances éteintes.

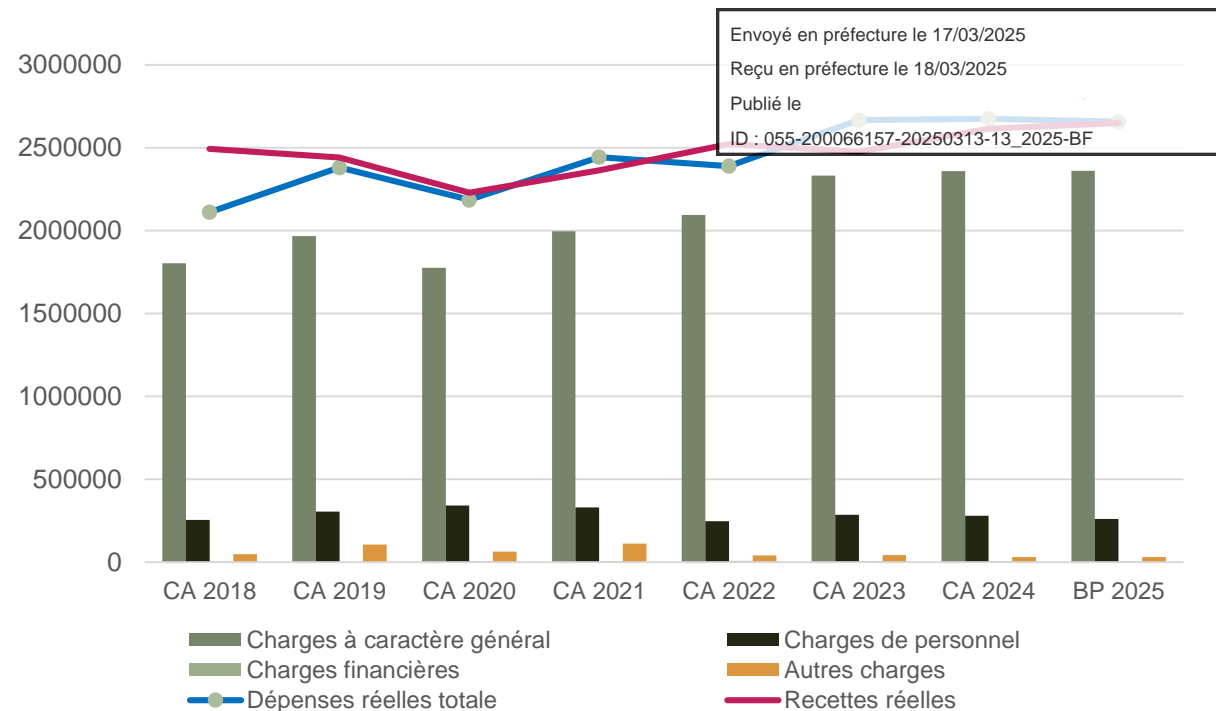
**Charges financières** Diminution progressive des intérêts

**Charges exceptionnelles (titres annulés sur exercices antérieurs)** Il est prévu d'inscrire 7000€.

Il est prévu d'inscrire 20% des créances non recouvrées ayant plus de 2 ans

## La section de fonctionnement : les recettes

En terme de soutien, il est prévu les mêmes recettes qu'en 2024



## La section d'investissement : les dépenses

### Immobilisations

Il n'est pas prévu d'investissements particuliers.

### Emprunts

Il reste deux emprunts concernant la réorganisation du service et l'achat des camions.

## La section d'investissement : les recettes

Il n'est pas attendu de subventions.

# ORIENTATIONS DU BUDGET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Particularité : ce budget comprend également une part en comptabilité dite de stocks concernant les dépenses et recettes liées aux zones d'activités.

Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
Reçu en préfecture le 18/03/2025  
Publié le 19/03/2025  
ID : 055-200066157-20250313-13\_2025-BF

## Aménagements, zones d'activités :

Depuis l'exercice 2021, le Budget « Quartier Oudinot » est intégré au Budget Développement économique. Les dépenses et recettes relatives à l'aménagement des zones sont intégrés à la compte de stock sur un budget unique.

La valorisation des ventes futures sera prise en compte pour l'élaboration du budget.

Les travaux de voirie nécessaires à l'entretien seront réalisés sur les zones de Tusey, Void et Pagny.

Une démarche de recherche de foncier économique à positionner et à réserver sera poursuivi (inclus dans le projet de SCOT notamment par la requalification de friches afin de limiter la consommation foncière dans le cadre du ZAN).

Il est prévu la recherche d'emprises foncières notamment de sites en reconversion potentielle en lien avec l'EPFGE et prospection exogène pour la commercialisation des principales parcelles disponibles dans les zones d'activités

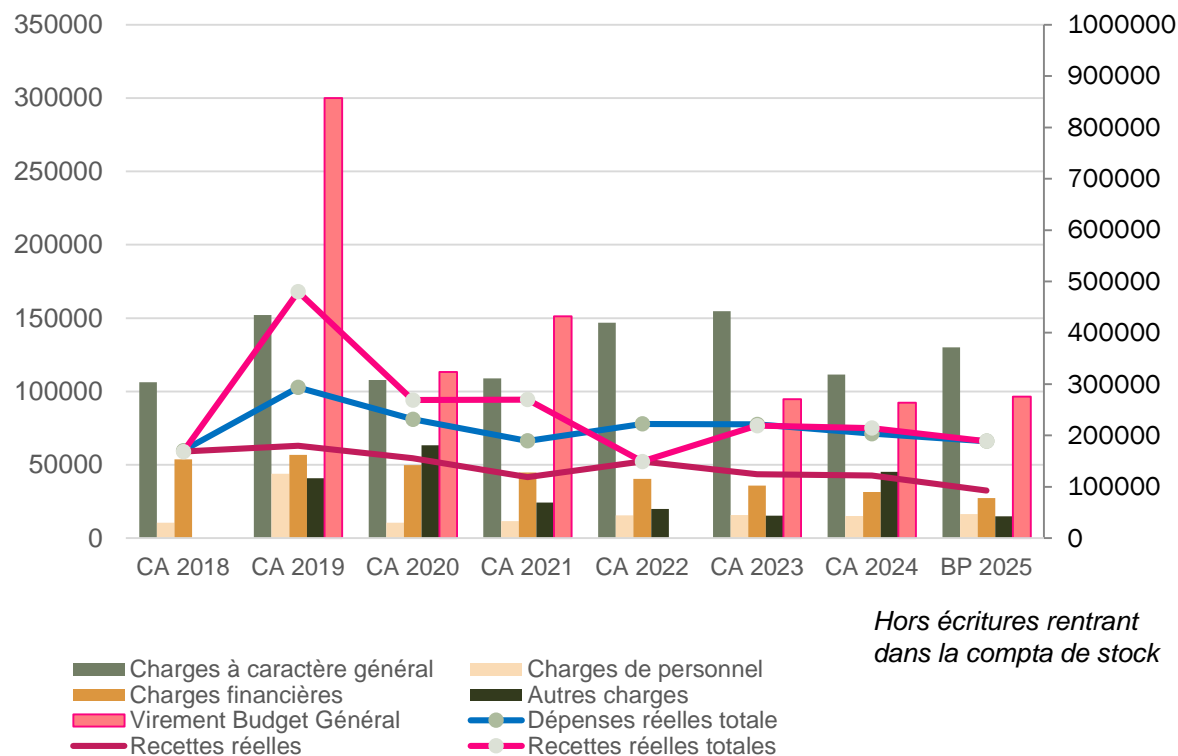
## Politique animation commerciale et aides aux entreprises :

Poursuite du dispositif ACCOR

Il est prévu la poursuite de la mise en œuvre du règlement d'aides à l'investissement dans le cadre de la reprise et la création d'entreprises sur le territoire.

Il est prévu l'élaboration d'une convention pré-opérationnelle ayant pour objectif de déterminer les conditions d'une intervention de l'EPFGE sur le site TREFILUNION à Commercy.

L'opération journée nationale du commerce de proximité pourra être éventuellement reconduite en 2025 en fonction des motivations et objectifs des communes concernées.



### Section d'investissement : les dépenses

Il a été prévu de mettre chaque année 60 000€ pour l'aide à l'immobilier d'entreprises (RAR)

Des crédits pour de l'investissement de voirie et de la signalétique seront prévus.

### Section d'investissement : les recettes

Mise à part les écritures de compte de stock, il n'est pas attendu de recettes d'investissement.

### Section de fonctionnement : les dépenses

**Charges à caractère général** : Il est prévu le maintien des charges à caractère général pour assurer l'entretien des zones d'activités et bâtiments.

Des crédits seront à nouveau prévus au 611 ou au 62875 en cas de sous-traitance pour le déneigement et le balayage des zones d'activités ou de conclusion de conventions de prestations avec les communes.

Les dépenses à l'article 6015, 6045 et 605 (aménagement de terrains, travaux et prestations de service) sont comptabilisés pour la compte de stock.

**Charges de personnel** : Il sera répercuté le coût des interventions des services techniques sur les différents bâtiments. Il est prévu des frais de personnel pour le nettoyage des locaux de la pépinière et la gestion des Zones. Compte tenu des revalorisations du SMIC et des indices, il est prévu une légère augmentation de ce chapitre.

**Charges de gestion courantes** : Comme chaque année, il est prévu le maintien du budget alloué à la politique en faveur du maintien du commerce et de l'artisanat.

### Section de fonctionnement : les recettes

Il est prévu la poursuite des locations des différents bâtiments ainsi que la poursuite de la commercialisation des dernières parcelles à construire dans les ZAE.

Le virement du budget général, nécessaire à cause des amortissements et hors section d'investissement est estimé à 96 500€ (92 397,12€, 94 726,67€ virés en 2023).

# ORIENTATIONS DU BUDGET HEBERGEMENTS

régime de franchise en base de TVA.

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 18/03/2025

Publié le

ID : 055-200066157-20250313-13\_2025-BF

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024, les recettes concernent uniquement le Gîte de Maillemont. En accord avec la trésorerie, la clôture de ce budget est reportée à 2026

## Section de fonctionnement : les dépenses

### Charges à caractère général

Il est prévu une stabilité des dépenses de fonctionnement

### Charges de personnel

Les dépenses de personnel seront stables

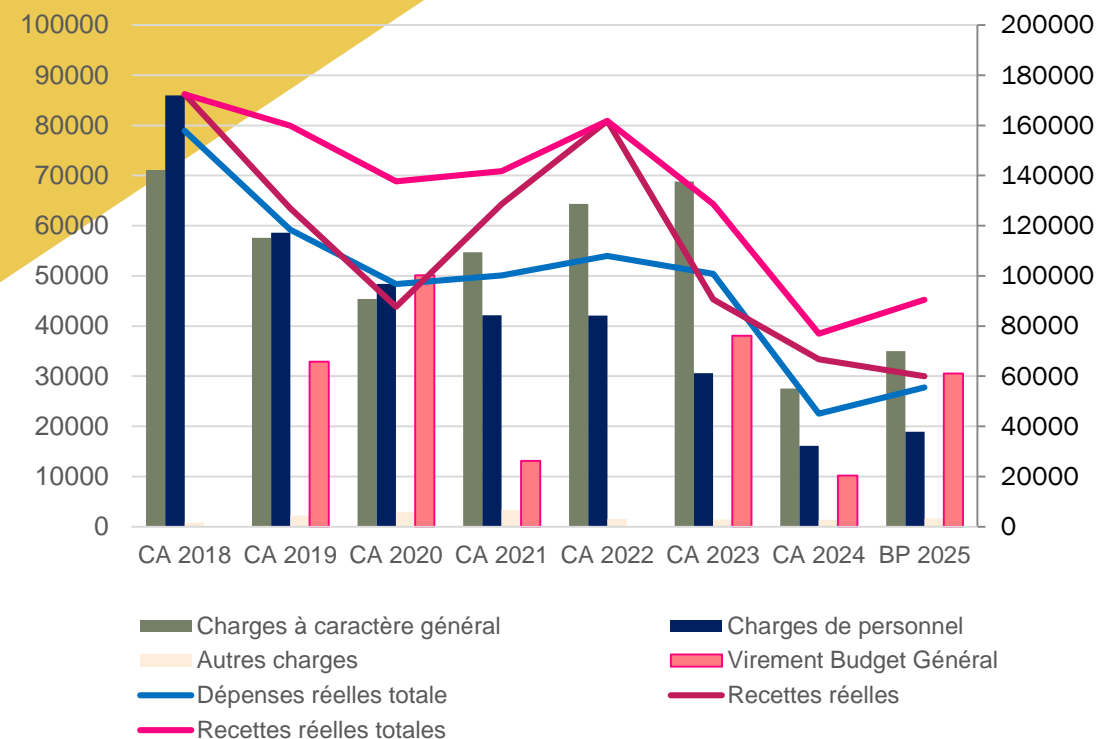
### Autres charges de gestion courante

L'indemnité du vice-président affecté au tourisme est en partie affectée sur le budget hébergement (20%).

## Section de fonctionnement : les recettes

En 2023, 90 000€ de recettes ont été perçus sur les 100 000€ budgétés (villasattel jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2024). 38 000€ ont été virés du budget général. En 2024, 62 000€ de recettes ont été perçus (55 000€ prévus) et seulement 10 208,66€ ont été virés du budget général. L'équilibre est proche.

Du fait des amortissements il sera budgété un virement de 30000€ du budget général.



## Section d'investissement :

Il n'est pas prévu de gros investissements. Des petits investissements seront réalisés le cas échéant. Les recettes proviennent des amortissements.

# ORIENTATIONS DU BUDGET GENDARMERIE

Il s'agit d'un budget assujetti à la TVA (budget HT, récupération de la TVA).

Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
Reçu en préfecture le 18/03/2025  
Publié le  
ID : 055-200066157-20250313-13\_2025-BF

## Section de fonctionnement : les dépenses

Les dépenses de fonctionnement seront sensiblement les mêmes.

Il est constaté une légère diminution des intérêts d'emprunts du fait de l'amortissement. Il sera prévu quelques crédits en cas de nécessité d'entretien du bâtiment.

## Section de fonctionnement : les recettes

Le bail a été renouvelé en 2023. Les recettes (revenus des loyers) seront les mêmes que 2024 (prix fixe sur la durée).

Comme les années antérieures, il sera prévu un virement du budget principal (25 000€ estimés).

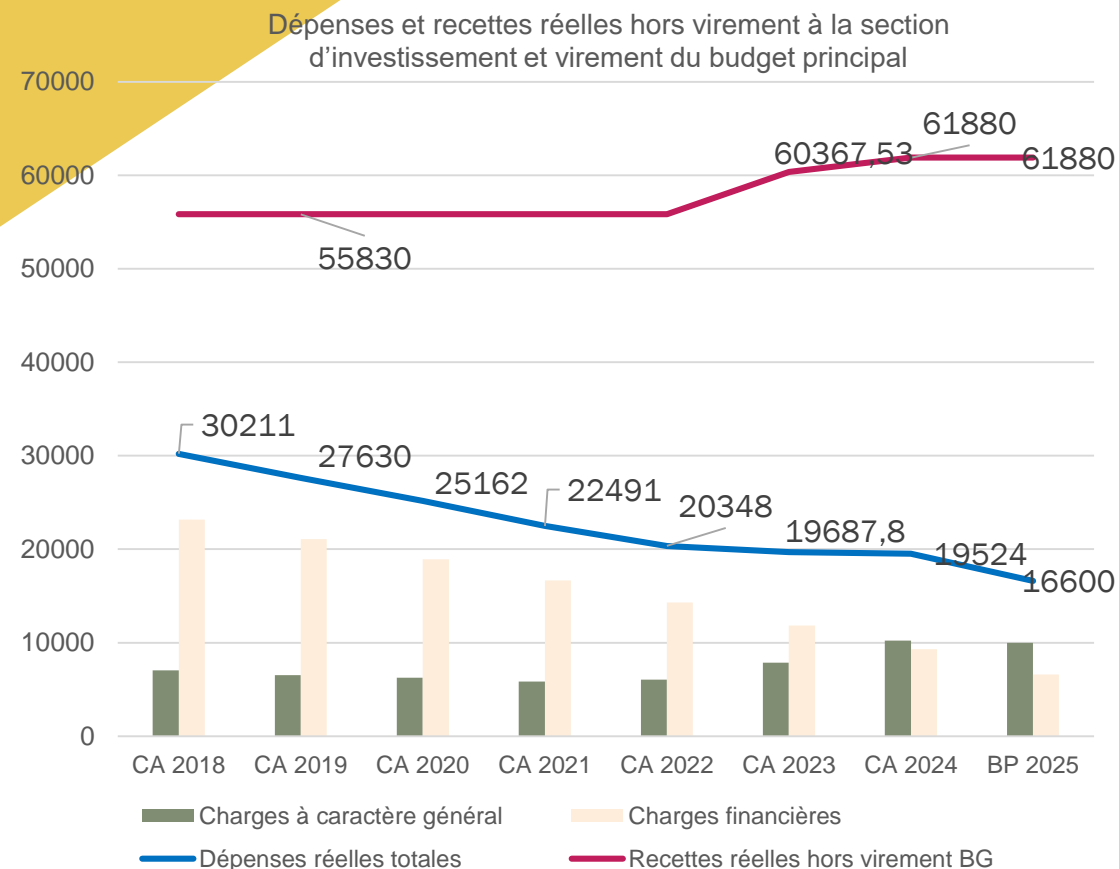
## Section d'investissement : les dépenses

En investissement, les dépenses concerneront, comme les autres années, le remboursement du capital de l'emprunt (64000€). Du fait de l'amortissement constant, celui-ci augmente.

Il sera prévu quelques milliers d'euros en cas de nécessité d'investissement du bâtiment (changement pièces sur pompe à chaleur).

## Section d'investissement : les recettes

Comme les années antérieures, il sera prévu un virement de la section de fonctionnement



# ORIENTATIONS DU BUDGET SPANC

Il s'agit d'un budget assujéti à la TVA (budget HT, récupération de la TVA).

Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
Reçu en préfecture le 18/03/2025  
Publié le  
ID : 055-200066157-20250313-13\_2025-BF

## Section de fonctionnement : les dépenses

### Charges à caractère général

Le SPANC assure le contrôle de conception et d'implantation des installations neuves ou réhabilitées. MATP assure la prestation de vidange des dispositifs d'assainissement non collectifs.

### Charges de personnel

Les charges de personnel représentent un ETP réparti sur 3 agents. Un agent est affecté à 50% pour le suivi administratif et la gestion du service de vidange. Un autre agent effectue les diagnostics SPANC lors des ventes immobilières ainsi que les contrôles de conception. L'année 2025 sera l'occasion de terminer les contrôles de bon fonctionnement (0,45 ETP).

Seul l'agent en charge de l'administratif sera affecté au budget SPANC. Un remboursement au budget général sera prévu pour les agents techniques en fonction des diagnostics et contrôles réalisés.

### Autres charges de gestion courante

Comme les années précédentes, l'indemnité de l'élu sera imputée totalement sur ce poste.

Il sera prévu des crédits pour les créances éteintes et des créances admises en non-valeur (450€).

Compte tenu des annulations potentielles de facturation des redevances, il sera prévu des annulations sur exercices antérieurs au chapitre 67 - article 673 (2000€). Des provisions seront inscrites au budget.

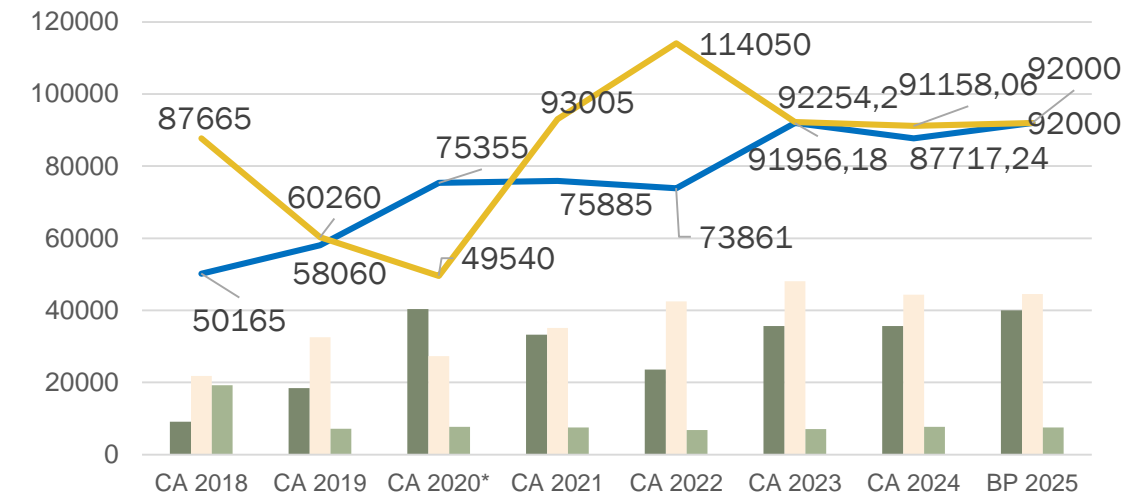
## Section d'investissement

Une réserve sera prévue en cas de petits investissements.

## Section de fonctionnement : les recettes

La quasi-totalité des recettes de fonctionnement proviennent des redevances d'assainissement et des prestations de vidanges et dans une moindre mesure des diagnostics dans le cadre de cessions immobilières.

Les dépenses peuvent être irrégulières compte tenu du différé de réalisation de prestations qui peuvent intervenir dans le cadre des conventions d'entretien. Il en est de même pour les prestations de bon fonctionnement effectuées selon une périodicité allant jusqu'à 7 ans. Cela peut amener l'exercice comptable à être déficitaire ou excédentaire d'une année sur l'autre.



Charges à caractère général Charges de personnel  
Autres charges Dépenses réelles totales  
Recettes réelles

\*absence rattachement recettes

# RAPPORT SUR LA MUTUALISATION ENTRE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE COMMERCY-VOID-VAUCOULEURS ET LES COMMUNES MEMBRES

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 18/03/2025

Publié le

ID : 055-200066157-20250313-13\_2025-BF

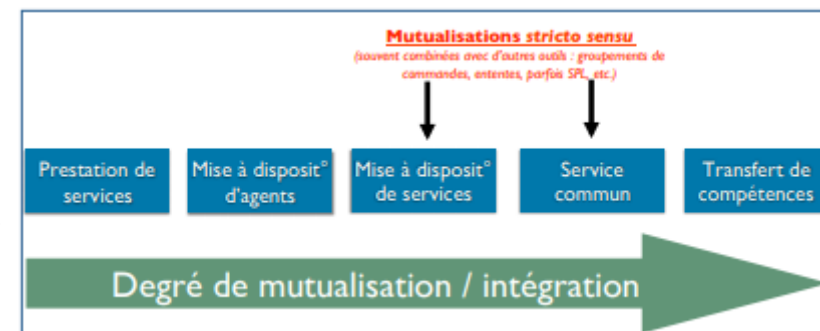
La mutualisation des services et des moyens recoupe différents dispositifs tendant à la rationalisation des dépenses et à la réalisation d'économies d'échelle. Elle peut s'appréhender tant au travers des règles applicables aux transferts de compétences que dans un cadre conventionnel.

Il peut s'agir :

- **de la simple prestation de services contre remboursement de frais** au profit des communes pour des tâches juridiques, financières, techniques... (très répandu).
- **de la mise à disposition d'agents** qui permet de faire en sorte qu'un agent se partage entre deux entités mais en restant rattaché à une collectivité d'origine avec l'accord de l'agent. Ce système tend à être moins employé désormais au profit d'une mise à disposition de service, plus souple et globale. Mais il demeure utilisé notamment pour des fonctions de direction générale.
- **de la mise à disposition de services** : des services entiers de la communauté, en tout ou partie, sont mis à la disposition (selon des modalités souples et sans que les agents puissent s'y opposer) des communes contre remboursement de frais.

Il est possible aussi d'utiliser ce régime dans le sens de la commune vers la communauté, mais uniquement quand des agents communaux travaillent sur des tâches non entièrement intercommunalisées (exemple : transfert des voiries ZAE mais entretien des voiries exécuté par les agents communaux contre remboursement de frais).

**des services communs** : système plus intégré ou des services entiers de la communauté, voire tous les services de la communauté — en dehors des compétences transférées — , servent aussi en tout ou partie de services pour la commune volontaire à cet effet, et ce contre remboursement de frais.





### Mise à disposition de personnel par les communes membres

#### **Convention de mise à disposition de prestations de services entre la CC CVV et la Ville de Commercy – renouvellement (Délibération n°134-2020 du 10/12/2020)**

La Communauté de Communes et la ville de Commercy ne disposant pas, en leur sein, de tous les corps de métier nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble des équipements et compétences (exemple : balayage mécanique des ZAE intercommunales par les services techniques de la ville), une convention de prestations de services a été conclue en 2018 entre les deux entités afin de mettre à disposition des services techniques et administratifs de la commune au profit de la CC et réciproquement.

Compte tenu des éventuels besoins, il a été décidé de signer une nouvelle convention pour une durée de 6 ans.

En fonction des besoins, il est fait appel au personnel de la Ville de Commercy.

En 2020, les besoins nécessitant le recours au personnel de la ville de Commercy étaient principalement des prestations de mécanique (2058 ,50€)

En 2021, les besoins nécessitant le recours au personnel de la ville de Commercy étaient principalement des prestations de mécanique et du balayage/déneigement (1841,10€)

En 2022, les besoins nécessitant le recours au personnel de la ville de Commercy étaient principalement des prestations de mécanique et du balayage/déneigement (Prestations de mécanique (34h30) Balayage du Quartier Oudinot (2h30) soit 1044€)

En 2023, les besoins nécessitant le recours au personnel de la ville de Commercy étaient uniquement des prestations de mécanique Prestations de mécanique (616€ pour 28 heures)

En 2024, les besoins nécessitant le recours au personnel de la ville de Commercy étaient de 208€

#### **Convention avec les communes pour le déneigement des sites intercommunaux (Délibération n° 214-2018 du 12 Décembre 2018)**

Il a été demandé au Conseil d'autoriser le Président à signer avec les communes où il existe un équipement communautaire des conventions pour le déneigement des sites intercommunaux. Des conventions ont été signées avec les communes de Lérrouville, Pagny, Sorcy, Vaucouleurs et void vacon.

2021 Déneigement Zone de Pagny 624€ / Déneigement Zone de Lérrouville 104€

2024 Déneigement Zone de Pagny 468€/ Ecoles 182€



### Prestations de services – mutualisation descendante

#### **Convention de mise à disposition de matériel aux communes (Délibération n° 120-2018 du 09/07/2018)**

Dans le cadre de la convention de prestation des services techniques aux communes, il a été intégré la mise à disposition de matériel qui serait uniquement utilisé par les agents de la CC CVV avec les tarifs suivants :

**2021 : 30914€ de prestations techniques (espaces verts) ont été facturées auprès de 5 communes (Reffroy, Marson sur Barboure, Méliny le Grand, Pagny sur Meuse, Broussey en Blois).**

**2022 : 37070€ de prestations techniques (espaces verts) ont été facturées auprès de 5 communes (Reffroy, Marson sur Barboure, Méliny le Grand, Pagny sur Meuse, Broussey en Blois).**

**2023 : 48038.50€ de prestations techniques (espaces verts) ont été facturées auprès de 6 communes (Reffroy, Marson sur Barboure, Méliny le Grand, Pagny sur Meuse, Broussey en Blois, Naives en Blois).**

**2024 : 45 462€ de prestations techniques (espaces verts) ont été facturées auprès de 7 communes (Reffroy, Bovée sur Barboure, Marson sur Barboure, Méliny le Grand, Pagny sur Meuse, Broussey en Blois, Naives en Blois).**

#### **Convention de prestations de service pour le contrôle des bornes incendie (Délibérations n° 121-2018 du 09/07/2018 et n°180-2018 du 14/11/2018)**

Au titre de son pouvoir de police, le maire doit s'assurer de la suffisance des moyens de lutte contre l'incendie ; que cette obligation recouvre en particulier celle de veiller à la disponibilité et au fonctionnement des points d'eau pour l'alimentation des services d'incendie et de secours, Aussi les points d'eau doivent être périodiquement contrôlés et entretenus, la loi oblige les collectivités à s'assurer du bon état de fonctionnement des hydrants au moyen d'un contrôle annuel.

Jusqu'à maintenant le SDIS opérait ce contrôle (alors même qu'il n'était pas compétent) mais il a décidé de ne plus les effectuer à compter de 2018.

Il a été validé la mise en oeuvre et la signature d'une convention de prestation de service avec les communes intéressées pour une prestation de service de la CC CVV pour opérer les contrôles par les agents techniques intercommunaux et du matériel qui sera acquis par la structure intercommunale.

**2020 : 30 bornes contrôlées pour 600€ (2 communes)**

**2023 : 193 bornes contrôlées pour 3860€ (23 communes)**

**2024 : 2 bornes contrôlées pour 40€ (une commune)**

## Convention de gestion des services eau et assainissement (Délibération n°56bis-2019 du 13/03/2019)

La commune de Void Vacon et le SIVU des 7 Ponts ont sollicité la CC afin d'étudier la possibilité de mettre en place d'une convention de gestion eau et assainissement du fait de la fin de leur contrat d'affermage avec leur prestataire fin 2019.

Le conseil a autorisé la signature d'une convention de gestion des services eau et assainissement avec la commune de Void Vacon et le SIVU des 7 Ponts (communes de Vaucouleurs et de Chalaines) d'une durée de 6 ans du 01/01/2020 au 31/12/2025.

La CC accomplit depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 toutes les missions relatives au service : suivi régulier du fonctionnement, suivi des travaux, maintenance, relevé de compteurs, facturation, mouvement dans les abonnements, marchés, établissement du rapport annuel...

Toutes les dépenses sont à la charge de la commune et du SIVU. Les communes valident les devis et paient en direct toutes les factures de travaux et achat de fournitures.

La CC facture chaque année à la commune et aux syndicats les frais de gestion (rémunération, frais de déplacement, astreintes, bureau, reprographie, logiciel...).

En 2025, un travail de préparation de nouvelles conventions de gestion avec les collectivités intéressées sera effectué pour une mise en œuvre en 2026 afin de proposer un ensemble de prestations

<b>2020 :</b> <b>SIVU 7 Ponts (23 600€ assainissement collectif)</b> <b>Void-vacon (16396€ assainissement collectif, 23288 eau)</b>	<b>2021 :</b> <b>SIVU 7 Ponts (23 600€ assainissement collectif)</b> <b>Void-vacon (19 200€ assainissement collectif, 27 200 eau)</b>	<b>2024 :</b> <b>SIVU 7 Ponts (26 353€ assainissement collectif)</b> <b>Void-vacon (21 439,73€ assainissement collectif, 30 372,95€ eau)</b>
<b>2022 :</b> <b>SIVU 7 Ponts (23 848,22€ assainissement collectif)</b> <b>Void-vacon (19 401,94€ assainissement collectif, 27 486,08€ eau)</b>	<b>2023 :</b> <b>SIVU 7 Ponts (23 848,22€ assainissement collectif)</b> <b>Void-vacon (19 401,94€ assainissement collectif, 27 486,08€ eau)</b>	

### **Convention de prestation de services – Vaucouleurs/Commercy (Délibération n°142-2021 du 02/12/2021)**

Le Conseil Communautaire a validé les principes suivants concernant le partenariat entre la CC CVV et les communes de Commercy et Vaucouleurs dans le cadre de la promotion touristique :

- Pour Vaucouleurs et Commercy : 22€ /heure ; encaissement par CC CVV des recettes ; facturation au réel après déduction des recettes
- Vaucouleurs : recrutement saisonnier par CC CVV puis refacturation des 20 heures hebdo à la ville
- Commercy : forfait visite : 4 heures ; planification/programmation des visites hebdomadaires fixée par la ville ; si changement programmation ou programmation supplémentaire : préavis d'un mois

Bilan 2020 Commercy : 1 316,20€ (76 heures de visite à 22€ - encaissement de produits)

Bilan 2020 Vaucouleurs : 1 127€ (83 heures de visite à 22€ - encaissement de produits)

Bilan 2021 Commercy : 5 414,60€ (296 heures de visite à 22€ - encaissement de produits)

Bilan 2021 Vaucouleurs : 6 908€ (342,50 heures de visite à 22€ + 50h animations - encaissement de produits)

Bilan 2022 Commercy : 6 177,20€ (384 heures de visite à 22€ - encaissement de produits)

Bilan 2022 Vaucouleurs : 6 340,50€ (353,75 heures de visite à 22€ + 44h animations + 40h communication - encaissement de produits)

Bilan 2023 Commercy : 5 462,05€ (392 heures de visite à 22€ - encaissement de produits)

Bilan 2023 Vaucouleurs : 6 774€ (417 heures de visite à 22€ + 32h animations - encaissement de produits)

Bilan 2024 Commercy : 3 993,80€ (266 heures de visite à 22€ - encaissement de produits)

Bilan 2024 Vaucouleurs : 4 608,94€ (317,77 heures de visite à 22€ + 32h animations - encaissement de produits)

## Convention de prestations de services avec les communes membres ou EPCI du territoire (Délibération n° 223-2017 du 27/09/2017)

Il a été conclu des conventions de fourniture de prestations de services techniques avec les communes membres ou les EPCI du territoire intercommunal avec un taux horaires de 18 € TTC /heure (coût réel prenant compte des salaires, frais de déplacement et vêtements de travail).

La délibération a été complétée par les délibérations n°49-2022 du 14/04/2022 et n°72-2022 du 23/06/2022)

Le Conseil a autorisé :

- le Président à signer des conventions de fourniture de prestations de services administratifs avec les communes membres, les établissements publics ou les syndicats du territoire intercommunal avec un taux horaire de 18 € TTC /heure,
- le Président à signer une convention avec le syndicat de la Source Godion pour la mise à disposition du technicien, qui va prochainement être recruté, à hauteur de 30% d'un équivalent temps plein avec facturation du montant du salaire correspondant à cette quotité,

Cette décision a été complétée en modulant les tarifs selon la prestation fournie : tarif B: 26 € TTC et tarif C: 18 € TTC

Des conventions ont été signées avec le SIAEP des Deux Rigny, la Source du Godion et l'AFR de Vaux la Petite.

2018 SIAEP des Deux Rigny relève compteurs 52h 936€

2019 SIAEP des Deux Rigny relève compteurs 52h 936€

2020 SIAEP des Deux Rigny relève compteurs 19h 342€

2021 SIAEP des Deux Rigny relève compteurs 42h 756€

2022 SIAEP des Deux Rigny relève compteurs 42h 756€

2023

SIAEP des Deux Rigny 4320€ TTC : relève compteurs + 156h prestations administratives (2808€ TTC),

SIVOM de la source du Godion : prestations administratives 216€ pour 12h, refacturation des prestations techniques 2023 à effectuer.

AFR Vaux la Petite : 490€ pour 25h de prestations administratives

2024

SIAEP des Deux Rigny 720€ TTC : relève compteurs – prestations administratives à refacturer

SIVOM de la source du Godion : prestations administratives 216€ pour 12h, refacturation des prestations techniques 2024 à effectuer.

AFR Vaux la Petite : 216€ pour 12h de prestations administratives

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 18/03/2025

Publié le

ID : 055-200066157-20250313-13\_2025-BF

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 18/03/2025

2022 : 4 830€ (36 contrôles + contrevisites)

2023 : 2920€ (17 contrôles + 6 contrevisites + ½ journée de

mise à disposition) 2024 : 5300 (35 contrôles + 3 contrevisites + ½ journée de mise à disposition)

Publié le 6 contrevisites + 1/2 journée  
ID : 055-200066157-20250313-13 2025-BE

La commune de Boviollles souhaite réaliser une étude de sécurisation et d'amélioration de la performance de son réseau d'eau potable.

La commune de Boviolles a sollicité la CC CVV pour qu'elle assure la maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation de cette étude.

Dans le cadre de la première convention, la prestation serait compensée par la mise à disposition de l'agent à la commune après sa mutation à la CC CVV en décembre 2024 du nombre d'heures réel utilisé par la CC CVV de juillet 2024 à novembre 2024 + 10% pour les frais annexes notamment les frais de déplacement.

Dans le cadre de la seconde convention, la prestation serait facturée au réel après solde des heures dues dans le cadre de la convention signée entre la commune et laCC CV pour la période du 1er juillet 2024 au 30 novembre 2024.

Prix de l'heure = rémunération annuelle de l'agent brute/1607h + 10% (frais annexes notamment déplacement)

# Groupements de commandes

Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
Reçu en préfecture le 18/03/2025  
Publié le  
ID : 055-200066157-20250313-13\_2025-BF

**Convention de groupement de commandes entre la ville de Vaucouleurs et la CC CVV définissant les engagements réciproques des maitres d'ouvrage concernant les conditions techniques et financières de réalisation de la crèche et de la médiathèque dans l'ancien presbytère**

La Ville recherchait un bâtiment pouvant accueillir sa médiathèque dans des conditions économiques acceptables. La CC CVV quant à elle recherchait un terrain ou un bâtiment pouvant accueillir une crèche sur la commune de Vaucouleurs.

Il a été décidé de coupler ces deux projets dans un même bâtiment afin de réaliser une rationalisation des espaces et des coûts que ce soit en terme de travaux ou de temps.

Le bâtiment qui devra être restructuré est l'ancien presbytère situé en face de l'école des Bords de Meuse (sis 32 RUE DE LA REPUBLIQUE 55140 VAUCOULEURS cadastré AC 548)

Un groupement de commandes a été constitué pour la passation des marchés de maitrise d'oeuvre et de travaux conjoints.